

**Brigades rouges pour la construction
du Parti communiste combattant
Texte avril 84**

Internationale

10 F • Mensuel •

N° 7 • Mai 1984

TRAVAILLER À UNIFIER LES COMMUNISTES DES MÉTROPOLLES

Encore une fois, nous publions essentiellement des textes tournant autour des thèmes restructuration et préparation à la guerre impérialiste. Cette restructuration étant d'ailleurs précisément conçue en vue de cette guerre.

L'élément central de ce numéro est constitué par le texte des Brigades rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, intitulé : « Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne », texte dont la publication intégrale se poursuivra dans le numéro huit de *l'Internationale*. Élément central parce qu'il réunit trois préoccupations qui sont essentielles pour le développement d'une politique communiste : l'analyse marxiste de la réalité — la politique révolutionnaire pour la construction des organisations de masse — et la lutte armée en tant qu'élément de destruction matériel du capital. Trois objectifs essentiels dans la phase actuelle, trois parties d'un tout car prendre isolément un seul de ses éléments conduit nécessairement aux impasses de la théorisation abstraite de l'ouvriérisme abstrait du réel ou de la déviation militariste. Trois éléments en interaction qui nous semblent présents dans le texte de la « direction stratégique des BR pour la Construction du PCC ». Trois éléments que définissait aussi le groupe communiste Action Directe dans le texte que nous avons publié dans le numéro quatre de *l'Internationale*. Trois points qui sont aussi au centre de cet instrument de lutte qu'est *l'Internationale*. Trois éléments qui ne peuvent être toutefois en interaction que dans une dynamique organisationnelle — c'est-à-dire dans la volonté concrète et réelle de construire l'organisation communiste dans le dépassement de tous les errements du passé du gauchisme à l'autonomie dans la mise en commun des moyens de lutte.

Mais aussi dans le refus du défaitisme bien à la mode en France et qui conduit toujours à ne voir que les aspects réactionnaires de la réalité que ce soit au niveau de la classe ouvrière ou à propos du rôle de la répression et de l'Etat. Ces attitudes défaitistes ne voient aujourd'hui dans la classe que ses aspects les plus rétrogrades : corporatistes, usurpés par le révisionnisme, antijeunes et racistes au lieu de se poser le problème du lien aux avant-gardes et de l'action des communistes sur l'ensemble de la classe, en répondant à la conscience aliénée par une pratique de rupture avec le capital et au chauvinisme par une pratique internationale. Ces mêmes attitudes défaitistes se retrouvent dans une perception de l'Etat paralysante où seule est perçue la répression en oubliant de voir les structures étatiques dans leurs limites c'est-à-dire en tant qu'instruments au service des multinationales et n'existant que par la volonté du capital et ses nécessités de valorisation. Nécessités que traduit bien la note décernée par l'horrible petit professeur Barre aux gestionnaires sociaux-démocrates de l'après



10 mai 1981 à propos des restructurations dans l'industrie sidérurgique « ils ont fait ce qu'il fallait faire, ce que nous aurions fait ». Car de gauche ou de droite l'Etat capitaliste est d'abord et évidemment celui des intérêts des capitalistes, non une structure arbitrant la lutte des classes mais un mode d'organisation antisocial régissant dans une structure donnée l'exploitation d'une classe par l'autre. Or dépasser le défaitisme cela veut dire reprendre confiance dans la potentialité révolutionnaire de la classe et cesser de voir un Etat tout-puissant et omniprésent. Bien sûr dépasser ce défaitisme n'est possible que dans la démarche active, vers la classe et contre l'Etat du Capital.

Ce dépassement de l'esprit de défaite n'est possible que dans une perspective de dépassement de l'individualisme au sens strict ou au sens de petits groupes. *L'Internationale* veut aussi être un outil dont le but est de socialiser les pratiques et les expériences complexes et parfois contradictoires sans être opposées — existant à l'intérieur du mouvement révolutionnaire. Ceci est vrai en ce qui concerne les éléments les plus importants du mouvement européen Br, RAF, Rz, AD, etc. Ce n'est pas encore assez le cas de petits groupes qui ne s'adressent que peu à *L'Internationale* — cela se veut être un appel.

Peut-être est-ce un aspect d'une autre attitude à dépasser l'attentisme. Attentisme étant défini par une soi-disant volonté « d'attendre » que les conditions objectives de la lutte se réalisent d'elles-mêmes, avec le temps, oubliant que c'est l'Homme (les hommes et femmes) qui font l'Histoire qui transforment la réalité. Attentisme qui peut aussi avoir la forme apparemment plus subtile de refus de voir évoluer la réalité des groupes communistes les cantonnant à des schémas statiques du style « *Action Directe* c'est toujours comme en 1980 », oubliant les scissions et la priorité donnée à **la lutte internationale pour le communisme** telle que la définit aujourd'hui cette organisation ; ou encore les BR sont finies, divisées, écrasées par l'Etat, ne voyant pas que ce qui émerge aujourd'hui, c'est justement une organisation communiste capable de porter des coups cuisants à l'adversaire pour ne citer que Guigni et Hunt et en prise avec le mouvement réel du prolétariat métropolitain. Dépasser ces formes de l'attentisme, c'est aussi un préalable à une unification internationale des forces révolutionnaires, car ceux qui ne feront pas le pas, risquent de rester sur la touche se situant eux-mêmes en dehors du mouvement réel. Car le seul dépassement possible de l'attentisme est de se lier dès maintenant aux expériences de luttes organisées quitte à apporter ses critiques, de l'intérieur de la structure de lutte, en participant au processus collectif d'élaboration de la ligne. Avis aux donneurs de leçons sur la touche...

Dépassement défaitisme et attentisme, c'est la condition nécessaire dans la phase actuelle à l'unification internationale des tendances communistes en Europe de l'Ouest, processus concret possible seulement dans une dynamique collective.

Car il ne s'agit pas aujourd'hui de baisser les bras et d'attendre. Mener une politique internationale ne consiste pas à devenir des spécialistes de tel ou tel pays et de faire de la « contre-information » ou du « soutien » aux mouvements de libération nationale ou un peu de tout en dilettante. Mener une politique communiste internationale c'est aussi là où l'on vit, où l'on lutte s'insérer dans une dynamique de l'offensive organisée pour le communisme en développant les trois éléments cités plus haut : l'analyse marxiste de la réalité, la politique révolutionnaire pour la construction des organisations de masse, la lutte armée en tant qu'élément de destruction matériel du capital en apportant d'abord ses expériences, ses contacts, ses connaissances et en développant petit à petit dans un processus collectif ce que l'on connaît moins par l'apprentissage réciproque. Pour nous cela signifie aujourd'hui par rapport à la réalité « régionale » française développer les pratiques possibles avec les avant-gardes du prolétariat métropolitain touché par la restructuration du capital par définition en crise parce que basé sur l'exploitation d'êtres humains conscients et aspirant à une Humanité vraie donc toujours obstacles à la réalisation du capital. En mettant l'accent sur la réalité internationale du prolétariat exploité dans cette métropole : Turcs, Algériens, Sénégalais, Antillais, Français ou plutôt, Lorrains, Bretons, Occitans, déracinés devenus tous enfants de la zone des déserts de béton des cités. Réalité internationale d'un prolétariat en lutte qui a les mêmes intérêts que celui de Milan, de Dusseldorf, de Barcelone. Prolétaire des métropoles qui doit comprendre — et c'est là qu'interviennent aussi les communistes — qu'il n'est pas seul dans sa lutte, que la véritable Europe n'est pas celle des parlementaires de Strasbourg, larbins au service des multinationales qui viennent de donner un brevet de démocratie à la Turquie en réintégrant dans leur sinistre assemblée les tortionnaires turcs — bons généraux de l'OTAN, mais celles des communistes développant le mouvement révolutionnaire européen en amenant ces prolétaires à profiter des expériences des autres foyers de lutte. La dimension européenne n'étant pas une limite mais simplement une entité recouvrant des similitudes et une homogénéisation que nous avons décrite par ailleurs dans d'autres numéros de *L'Internationale*. Réalité européenne déterminée par l'OTAN, cette machine de guerre à

laquelle l'Etat français social-démocrate est de plus en plus intégré, restructurant jusqu'à son armée en vue de mieux répondre aux besoins de ce pacte belliciste, où l'on retrouve la direction impérialiste des USA et comme alliés de l'Alliance, l'Afrique du Sud et Israël. L'OTAN, pacte offensif dirigé par les USA dont nous décrivons certains aspects dans ce numéro. L'OTAN comme forme militaire de l'organisation multinationale du capital, structure liée directement à l'étranglement économique de l'Europe par les USA en vue de les entraîner dans une nouvelle vassalisation économique et militaire.

C'est contre cette réalité qu'il importe aujourd'hui de s'organiser.

« Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir des intérêts communs à tout le prolétariat et indépendants de la nationalité ; et d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total. »

K. Marx

L'Internationale



Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*

10 numéros : 75 F

Abonnements de soutien : 300 F et plus...

nom
 adresse
 abonnement ordinaire de soutien
 règlement ci-joint de
 Cet abonnement prend effet à partir du n° inclus
***L'Internationale* est en vente dans les kiosques.**

L'Internationale

• 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris.
 Tél. : 337.63.52.
 • Directeur de la publication : Laurent Louessard.
 • Commission paritaire : 65607.
 • Imprimerie Rotofset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F
 Abonnement de soutien : à partir de 300 F
 Cheque ou mandat à l'ordre de « *L'Internationale* ».

Brigades rouges pour la construction
du Parti communiste combattant

Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne

Nous commençons dans ce numéro de *L'Internationale* la publication intégrale du texte de la Résolution Stratégique n° 19 des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant (BR-PCC).

Ce texte analyse la phase actuelle du développement de la lutte des classes en Italie, au moment où le gouvernement du socialiste Craxi essaie d'imposer au prolétariat italien la restructuration pour la guerre impérialiste.

Il débute par une chronologie précise de la réponse du prolétariat métropolitain à l'attaque généralisée dont il est l'objet de la part de la bourgeoisie des multinationales et de ses serviteurs au cœur de l'Etat italien.

Car l'enjeu actuel est bel et bien la reprise de l'initiative ouvrière antagoniste pour briser les projets d'ensemble de la restructuration pour la guerre impérialiste. C'est donc là une question décisive pour les communistes, et les camarades des *Br pour la construction du Pcc* l'ont déjà souligné avec force par leur action contre Gino Giugni, en mai 1983 (cf. *L'Internationale* n° 1).

En liant l'analyse marxiste de la réalité sociale, la capacité de lutter avec les avant-gardes du prolétariat métropolitain et l'offensive armée, l'organisation communiste BR/PCC apporte ici une contribution décisive à l'unification internationale des avant-gardes communistes combattantes réfutant concrètement l'ouvriérisme, le militarisme, la théorie « pure et désincarnée » en offrant une perspective globale pour le parti des communistes.



Chapitre premier

La « phase deux » de la manœuvre de politique économique du gouvernement, le coût du travail et la riposte ouvrière

L 983 s'était terminé de la meilleure des manières. Pour Bettino Craxi et son gouvernement, l'adoption de la Loi des Finances d'ici la fin de l'année constituait indéniablement un succès politique. Bien sûr, l'institution de la soi-disant « session de budget » était devenue nécessaire, c'est-à-dire une période de temps déterminée dans laquelle le travail parlementaire est exclusivement dédié à la discussion et à l'adoption du budget de l'Etat et de la Loi des Finances. De plus, le Pci avait offert au premier-président-du-Conseil-socialiste une « opposition » constructive (1). Mais, à la fin des fins, rien n'était au gouvernement Craxi le mérite d'être le premier, après de nombreuses années, qui soit en mesure d'éviter le recours à l'exercice provisoire du budget. Télévision et presse de régime applaudirent extasiées, le triomphe de la « volonté politique » des forces de la majorité. Quand celle-ci existe, dit-on, il est possible de faire cela et mieux encore. Après la rafale de réductions des dépenses sociales prévues par le texte de loi, Craxi n'hésite pas à faire un dernier cadeau aux Italiens : le 28 décembre, avec une « touche de classe », le gouvernement augmente l'essence.

Une fois conclue la « phase un », c'est maintenant le moment de s'occuper de la « phase deux ».

Le nœud crucial de la « phase deux » de la manœuvre de politique économique du gouvernement est, naturellement, le coût du travail. Il faut le réduire. Le lieu opportun pour atteindre cet objectif a déjà été institué il y a un an, au moment de la signature de l'accord du 22 janvier 1983 entre gouvernement, syndicats et Confindustria [la Confindustria est le syndicat patronal de l'Industrie privée, Ndt]. L'article 7 du texte dit en effet : « ... à la fin de chaque année, le gouvernement et les parties se rencontreront pour vérifier l'avancée de l'inflation par rapport au taux d'inflation programmé et pour évaluer les mesures de compensation en cas de dépassement ». Que, alors que les prix et tarifs publics ont augmenté, seul le coût du travail n'a pas franchi le seuil fatidique des 13% au cours de l'année 1983, ne semble pas préoccuper outre mesure la bourgeoisie italienne : il faut diminuer le coût du travail. Mieux, pour parler plus clairement, il faut réduire l'échelle mobile (2).

Une date est alors fixée, le 12 janvier, et, en vue des consultations, le duel commence. L'« enfant prodige » de la Dc, le ministre du Trésor Gorla, ouvre les hostilités : il y a un trou, dit-il, dans

le déficit d'Etat prévu par la Loi des Finances à peine approuvée, et il s'agirait de 10 mille milliards de lires et peut-être de plus ! On donne ainsi l'ouverture d'une farce tragique qui voudrait le gouvernement divisé entre « optimistes » et « pessimistes ». Des chiffres différents à toute heure explosent comme des éclairs. Le parti de Spadolini [ex-Président du Conseil et Secrétaire du Pri, Ndt] diffuse un document dans lequel on relève que l'action prévue par les accords de gouvernement « ... est encore entièrement à réaliser » et qu'il est nécessaire de trouver « ... un accord qui permette de ramener les augmentations de salaires moyens dans la limite des 10% en 1984, au moyen d'appropriées modifications du mécanisme de l'échelle mobile ».

Il n'est pas très difficile de comprendre ce qui est en train de se passer : le début des négociations gouvernement-patronat-syndicats approchant, la Dc et le Pri, l'« axe de droite » de la majorité, tiennent à nous faire savoir clairement qu'ils n'accepteront aucune contrepartie fiscale à la diminution des salaires. Ces derniers doivent être diminués et c'est tout !

Les caisses de l'Etat sont déjà assez vides grâce à eux et il n'y a vraiment pas besoin de « demander » des dégrèvements fiscaux ou des projets de dévelop-

pement de l'emploi. L'Etat « assistanciel », comme on le dit maintenant, est mort et enterré. Que Craxi, De Michelis [Ministre du Travail, Ndt] et le piduiste [membre de la tristement fameuse loge massonique P2 et secrétaire général du Psdi, Ndt] Longo (qui, sans le sens du ridicule, occupe le ministère du Budget) se le mettent en tête.

L'effronterie et le cynisme du gouvernement sont tels que, dans le même temps où se développe cet édifiant débat, le ministre des Finances Visentini donne, à la veille des consultations, une interview à « La Repubblica » — qui, pour l'occasion, dérange son directeur, le néo-réactionnaire-réformiste-repentin Eugenio Scalfari — dont la teneur est plus ou moins la suivante : aucun dégrèvement fiscal pour les travailleurs, aucun impôt sur le patrimoine pour les grandes fortunes, aucune taxation des titres d'Etat, et l'on ne parle même pas pour rire d'une lutte réelle contre l'évasion fiscale ! Le ministre conclut, impassible : « Le Trésor Public n'a plus un sou à donner. Il est mieux de le savoir dès le départ. Les syndicats le savent, comme le savent les collègues ministres qui négocieront. Sur ce point, il est bon que chacun prenne ses responsabilités. Moi, je prendrai les miennes jusqu'au bout. »

Visentini est notoirement un « gentilhomme ». Il fait même partie de cette

troïka de « gentilhommes » (Visentini, Martinazzoli et Scalfaro) qui est un peu la fleur à la boutonnière d'un gouvernement composé de canailles de toutes espèces. Mais, il s'avère être un « gentilhomme » un peu particulier. Dans notre manière de voir, il est beaucoup plus proche de l'espèce des vulgaires détresseurs de rue, ce ministre qui fait peser une montagne de taxes sur les seules épaules des prolétaires et qui ne veut pas respecter les pactes signés par les gouvernements précédents.

Du reste, les deux autres « gentilhommes » sont, respectivement, le responsable des prisons italiennes, où sont entassées plus de 40 000 personnes dans des conditions répugnantes et un ministre de l'Intérieur qui, comme il l'admet lui-même, se réclame de l'exemple de l'assassin Mario Scelba [l'un des ministres de l'Intérieur les plus meurtriers de l'après-guerre, Ndt].

Entretemps, le 7 janvier, est réapparu le professeur Gino Giugni qui, malgré qu'il ait eu une discussion un peu particulière avec notre Organisation [voir le communiqué de revendication de cette action dans L'Internationale n° 1, Ndt], ne réussit vraiment pas à se taire. Toujours dans « La Repubblica », il écrit, entre autres : « On peut affirmer que les propositions courantes pour contenir l'échelle mobile sont toutes et aucune aptes à atteindre l'objectif. Modifications de la valeur de l'indice, comme l'on en a décidé il y a un an ; ralentissement ou suspension de la cadence ; prédétermination des points de l'échelle mobile : chacune de ces solutions peut rejoindre l'objectif défini plus haut, mais à la condition qu'elle ne soit pas entendue comme définitive. Celle-ci ne devra pas constituer des entraves à de nouvelles et différentes manœuvres par la suite... » Le « Père du Statut des Travailleurs », à peine élu sénateur dans les rangs craxiens, ne manifeste pas la moindre retenue : on diminue le salaire des travailleurs mais, s'il vous plaît, que l'on ne croit pas l'avoir fait une fois pour toutes ! Nous devons au contraire instituer des réunions périodiques dans lesquelles on puisse envisager d'éventuelles « retouches » à faire sur la feuille de paye. Et qui a des oreilles pour entendre entendra !

D'autre part, pour ainsi dire, les oreilles ils en ont, et ils en ont même de grandes. Benvenuto [Secrétaire de l'Uil, équivalent de Force ouvrière en France, Ndt] après avoir épousé la thèse de la Cisl sur la prédétermination des points de l'échelle mobile, propose le 8 février

de ne faire valoir que six points au cours de l'année 1984, ce qui revient à réduire l'échelle mobile de moitié puisque la prévision la plus optimiste prévoit douze points d'augmentation pour l'année à venir. Nous verrons plus loin que c'est aussi la position de la Confindustria.

Mais, à ce moment, la classe ouvrière a bien autre chose à faire qu'à regarder ce révoltant spectacle. Lundi 9 janvier, à l'Alfa d'Arese [près de Milan, Ndt], dans une assemblée à laquelle participent 97 % des ouvriers, des initiatives de lutte sont décidées contre la cassa integrazione à zéro heure* pour 500 employés et contre celle à rotation pour 3 000 ouvriers. Les ouvriers se retrouvent seuls face au patron après la trahison de Pomigliano d'Arco où le syndicat a signé un accord en forme de nœud coulant qui divise la classe ouvrière Alfa en deux tronçons, celle de Pomigliano contre celle d'Arese. Les syndicalistes ont des difficultés à contenir la colère ouvrière, des grèves, des ralentissements des cadences, des manifestations à l'Intersind [Syndicat du patronat de l'Industrie publique, Ndt] sont décidées.

Jeudi 12 juin, les ouvriers du groupe Italsider sont en grève. A Naples, les travailleurs de Bagnoli bloquent les rues avec des banderoles et des panneaux et se dirigent sur le siège de l'Intersind. Là, ils trouvent la police du « gentilhomme » Scalfaro qui, sans tant de galanterie, charge en matraquant comme une folle.

Avec un retard d'un jour sur la date fixée, les consultations gouvernement-syndicats-patronat s'ouvrent en grande pompe le 13 janvier. Le commencement de la négociation a été précédé de déclara-

tions en rafales de l'infatigable De Michelis qui, pour l'occasion, a choisi la tactique de l'« optimisme à outrance ». De Michelis (qui est connu des travailleurs de toute l'Italie pour avoir fait le tour des usines, quand il était ministre des Participations d'Etat, pour annoncer des licenciements et la cassaintegrazione avec des expressions aussi béates qu'hébétéées) parle de « grande occasion » qu'il serait « fou » de laisser passer. Il se réfère vraisemblablement à l'occasion de rouler, encore une fois, les ouvriers.

A la table des négociations, il n'y a que beaucoup de fumée : on y parle et divague sur l'emploi, les prix et les tarifs publics, les facilités fiscales, mais le seul point stable reste la nécessité « inéluctable » de diminuer le coût du travail.

Les jeux réels, on commence à le comprendre, se font ailleurs. Le jour même où commencent les négociations, le Dc rejette le projet de loi gouvernementale sur les soi-disant « bassins de crise », motivant son geste par le fait qu'« une loi de ce genre ne résoudrait rien, mais créerait au contraire de nouvelles contradictions et de nouveaux déséquilibres dans l'appareil productif italien ». Le sens de la manœuvre est extrêmement clair : il s'agit d'un nouveau coup contre cette partie de la coalition gouvernementale qui voudrait « adoucir » les pilules que la classe ouvrière doit avaler. L'effet est double : d'une part, certaines mesures prévues dans le projet de loi, comme les mises en retraite anticipées dans la sidérurgie, deviennent une monnaie d'échange à la table des négociations sur le coût du travail ; de l'autre, on rend un nouveau service aux grands groupes industriels qui, étant donné leurs projets de restructuration des soi-disant « facteurs de production » (lire licenciements et plus grande exploitation dans l'usine), sont fermement décidés à ne pas tolérer une quelconque réglementation de leur activité. En pratique, de cette manière, la Dc livre des milliers et des milliers de travailleurs à l'éreintante logique du marché capitaliste.

La riposte de la classe ouvrière est immédiate, dès le lendemain. Samedi 14 janvier, à Verbania, les ouvriers de la Montefibre et de la Cartiera Prealpina bloquent quelques rues de la ville et la nationale 34 du Lac Majeur en mettant le feu à des cartons et à des caisses en bois. Les pompiers doivent intervenir pour éteindre les incendies. La zone de Verbania, après avoir enregistré au cours de l'année écoulée la perte de 2 600 em-

ploi, doit faire partie des « bassins de crise ».

Moins d'une semaine plus tard, au cours d'une visite à Gênes — ville ravagée par la crise et par la restructuration industrielle — Ciriaco De Mita [Président de la Démocratie-chrétienne, Ndt] déclare avec un impayable culot : « Des bassins de crise ? Je ne sais pas ce que c'est » (3).

Cependant qu'à Rome on ne fait que bavarder, les ouvriers de la sidérurgie publique, qui sont mobilisés en permanence depuis plus d'une semaine, se font de nouveau entendre : le 17 janvier, à Naples, Gênes et Tarante, les travailleurs font grève pour s'opposer aux décisions de la CEE sur les établissements italiens. A Naples, où les ouvriers ont déjà goûté aux matraques de Scalfaro moins d'une semaine avant, la circulation est paralysée en bloquant avec des véhicules lourds les voies d'accès au centre-ville.

Le 19 janvier est une journée importante : la Confindustria va chez De Michelis pour lui exposer sa position. Les patrons — quelle bonté ! — renvoient toute décision sur la « réforme structurelle du salaire » et se contentent... de réduire de moitié l'échelle mobile (déjà réduite par la « victoire syndicale » du 22 janvier 1983) pour deux années ! Merloni [dirigeant de la Confindustria, Ndt], pris par la fougue, fait dans sa culotte : il exige la diminution brute du coût de l'argent et des modifications radicales des mécanismes qui régulent le marché du travail. En pratique, il ne lui suffit pas de vaincre, de remporter une victoire écrasante sur toute la ligne ! Cela serait-il possible ? Benvenuto répond que oui, vu qu'il est parfaitement d'accord sur la réduction de moitié de l'échelle mobile (la « prédétermination drastique », comme il l'appelle), et qu'il a de plus l'accord tacite de Carniti et de Del Turco [Carniti est le Secrétaire de la Cisl, équivalent aux Cfdt et Cftc françaises, tandis que Del Turco est le « numéro deux » de la Cgil, mais militant du Psi, Ndt]. Seuls les communistes de la Cgil font la grimace et insistent sur leurs propositions : blocage des salaires et des prix durant six mois. Proposition hypocrite avancée pour masquer le fait qu'ils sont à la remorque des socialistes, prisonniers de l'aberrante logique corporativo-autoritaire sanctionnée le 22 janvier 1983 par l'accord que Lama [Secrétaire de la Cgil et dirigeant du Pci, Ndt] lui-même a qualifié de « victoire ».

Mais le 19 janvier est aussi une journée importante pour ce qui se passe hors de Rome : le premier sérieux avertissement aux sommets des organisations syndicales arrive. A Milan, 136 Conseils d'usines de la ville et de la province se réunissent et signent un document dont le ton est extrêmement clair : intitulé « Pourquoi nous défendons l'échelle mobile », le communiqué défie officiellement les Secrétariats Confédéraux « d'entreprendre de nouvelles initiatives qui aient pour objectif la réduction de l'échelle mobile et le blocage des salaires » et met à l'ordre du jour « la programmation d'initiatives de lutte, avec l'objectif de défendre l'échelle mobile, le salaire, l'emploi ».

Pour toute réponse, le 21 janvier, l'exécutif de la Cgil se déclare disposé à prendre en considération le ralentissement des salaires (on abandonne donc la proposition précédente de blocage contemporain des salaires et des prix) en échange de changements dans l'attitude du gouvernement. Comme d'habitude, la Cgil ménage misérablement la chèvre et le chou avec la claire intention de sauver la face devant les travailleurs en préparant, dans le même temps, les conditions pour un accord avec le gouvernement et avec les patrons.

Les opinions des travailleurs ont évidemment des difficultés à parvenir jusqu'aux palais romains. Mais elles se font bien entendre à Turin le jour même



* Créée en 1945, mais parachevée en 1947 à la chute du gouvernement d'« Union nationale », la « cassa integrazione » innove par rapport à la législation européenne en ce domaine sur un point fondamental : la répartition de la charge entre l'Etat et l'entreprise. Quand une entreprise connaît des difficultés d'ordre technique — retards dans ses approvisionnements, problèmes de financement, etc. — qui ne sont imputables ni aux ouvriers ni à leurs patrons, et cesse de fournir du travail, la « c.i. » intervient pour une durée maximum de trois mois et paie, en guise de compensation, 60 % de leur salaire aux ouvriers, libérant ainsi, pour un temps, l'entreprise de tout charge salariale. Cette gestion « ordinaire » de la « c.i. » a cependant, pour les patrons, des limites : elle ne s'étend qu'à une entreprise, son emploi dans le temps est limité, et surtout elle ne prend en compte les difficultés réelles des entreprises, à savoir celles qui naissent de leur rapport avec la force de travail. De ce fait, les législateurs lui adjoignent, en 1967 et 1972, un régime « extraordinaire » pour « les cas de crise économique sectorielle ou locale de l'activité industrielle » lors de « la restructuration des entreprises » ou pendant leur « reconversion ». Entièrement financée par l'Etat, sa durée maximum est de six mois, mais elle peut être reconduite de trois mois en trois mois, par simple décision de l'entreprise. Enfin, pour faire avaler la pilule aux ouvriers, la rémunération représente 80 % du salaire (Ndt).

où la Cgil décide de se préparer à rouler une nouvelle fois les travailleurs : Gianni De Michelis, venu dans la ville pour participer à un Congrès public organisé par le Conseil régional, est accueilli par de nombreux *cassaintegrati* et chômeurs qui, en lui tendant les quittances d'électricité à payer et les cartes du bureau de placement, lui interdisent de parler et le chassent.

Des jours suivants, on tire la nette impression que sont en cours dans le pays deux événements sociaux absolument indépendants, incommensurables entre eux : d'une part, les négociations romaines, imperturbables, se poursuivent ; de l'autre, l'opposition et la mobilisation ouvrière s'étend dans les usines et dans les lieux de travail de toute l'Italie.

A Rome, les syndicalistes passent d'une humiliation à l'autre : non du gouvernement à l'imposition sur le patrimoine, non à une lutte réelle contre l'évasion fiscale, oubliée la taxation des BOT [les Bons du Trésor italiens, Ndt]. La Confindustria oppose son veto au blocage des prix et des tarifs publics — qui, quoiqu'on en ait, est unanimement reconnu comme impossible. Bien que Benvenuto et Carniti continuent effrontément à faire des déclarations satisfaites, pour la classe ouvrière ce serait un véritable Caporetto [localité de Yougoslavie où les Italiens furent battus par les Austro-Allemands en octobre 1917, Ndt]. **Dans les usines, on parle peu mais on parle clair : interrompez les négociations et venez entendre ce que nous pensons de la réduction de l'échelle mobile !**

Dans les usines, la pression croît de jour en jour et, à ce point, les pitoyables pourparlers entre les sommets de la Cgil, de la Cisl et de l'Uil sur la question des consultations de la base sont mis en scène. La Cgil y serait favorable, pressée comme elle l'est par une intolérance ouvrière croissante, tandis que la Cisl et l'Uil ne veulent même pas y penser : la direction Cisl est en effet désavouée jusque par certains de ses secrétaires régionaux, alors qu'il n'y a aucun doute sur l'infime représentativité de l'Uil à l'usine, et Benvenuto le sait bien. On arrive à un grotesque compromis, le 3 février : on continue de rechercher une position unitaire dans la Fédération [des trois syndicats, Ndt] et l'on procédera seulement après à une consultation de la base.

A partir de ce moment, les événements se succèdent sans aucune continuité : à Milan, les Conseils d'usines préparent une grève générale de la ville avec l'adhésion, dès le début, des usines Baggina, Alfa, Pirelli, Breda, Magneti Marelli, Italtel, Nuova Innocenti, GTE, Carlo Erba, Philips et OM [c'est-à-dire l'essentiel des usines milanaïses, Ndt]. A l'OM, il y a déjà eu une heure de grève contre le gouvernement. A Turin, une nette reprise de la combativité ouvrière s'opère. Le Conseil d'usine de Mirafiori [la plus grande concentration Fiat de Turin, Ndt] est le premier à se bouger. Au centre de la mobilisation et de la discussion, il y a le refus de concéder de nouvelles réductions de salaire aux patrons et au gouvernement.

La protestation de masse qui se développe dans les lieux de travail se répercute avec violence aux sommets des organisations syndicales, créant de profondes fissures. Les militants du Pci dans la Cgil ne sont pas partants pour se suicider avec Benvenuto, Carniti et Del Turco, car ils comprennent qu'une nouvelle trahison du genre de celle opérée le 22 janvier ne serait pas pardonnée par la classe ouvrière. Une longue série de réunions entre militants du Pci et du Psi de la Cgil, entre Cgil, Cisl et Uil, entre syndicats et De Michelis ne mènent à rien. **La mobilisation de classe a imposé à chacun d'opérer ses propres choix, et c'est ainsi que la direction unitaire qui a lieu le 7 février se conclut par une rupture : tous crient à l'unité, mais**

il est clair que chacun y va maintenant pour son propre compte, certains plus et d'autres moins effrayés par la protestation ouvrière, certains plus et d'autres moins influencés par les partis au gouvernement ou non. Le lendemain, ce sera la grève générale milanaïse, convoquée par les Conseils d'usines.

La grève a été décidée par 250 Conseils d'usines et, tout en n'ayant l'appui d'aucune des trois Confédérations, réussit splendidement. Un long cortège avec à sa tête la banderole de la Pirelli Bicocca part de Place San Babila et se dirige vers la Préfecture pour arriver à l'Assolombarda [siège de l'Association des industriels, Ndt]. Aux côtés de la classe ouvrière des principales usines de la Mécanique, de la Chimie et du Textile, adhèrent à la grève les épiciers, les travailleurs de l'édition, du commerce, de la santé, de l'Etat et des institutions semi-étatiques. La protestation est dirigée contre le gouvernement : « La classe ouvrière le crie en chœur, vous nous les cassez avec le coût du travail ! », et contre les sommets des organisations syndicales : « L'unité du syndicat, elle est dans l'usine entre les travailleurs ! » Il y a 70 000 travailleurs dans la rue. Des assemblées ont lieu à Turin, Gênes et Brescia, où le Conseil d'usine de l'OM Fiat, la plus grosse entreprise de Brescia, a convoqué pour le vendredi 10 février les Conseils des usines italiennes les plus représentatives.

Face à ces événements, à une classe ouvrière qui revendique en plein l'autonomie de ses propres décisions et de ses propres intérêts, les partis, le gouvernement et les patrons ne perdent pas de temps : le « sommet » entre les cinq partis de la majorité [Dc, Psi, Pri, Psdi, Pli, Ndt] est fixé au jeudi 9 février et, comme par hasard, est « préparé » deux jours avant par une réunion De Mita-Spadolini qui se conclut par la rencontre de « significatifs points de convergence ». La Confindustria, un jour avant le sommet des cinq partis, réunit sa direction, au terme de laquelle le vice-directeur général Paolo Annibaldi réclame officiellement au nom des patrons « une initiative autonome de l'Exécutif ». Sur la rencontre politique plane aussi la Commission Istat [équivalent italien de l'Insee française, Ndt] pour le calcul de l'échelle mobile, qui devrait se réunir ces jours-ci. En février, en effet, l'échelle mobile devrait gagner quatre ou cinq points, ruinant ainsi la « phrase deux » de la manœuvre gouvernementale. Mais, qui sait comment, la commission tarde inexplicablement à être convoquée.

Le sommet des secrétaires de la majorité se tient au cœur des polémiques qui ont explosé sur les nominations *lottizzate* [au « piston », les nominations se faisant en fonction de l'appartenance des candidats à tel ou tel parti, Ndt] à la radio et à la télévision d'Etat, sur les remises dans l'immobilier (loi pour forbans proposée par des forbans) et sur les francs-tireurs. Mais c'est presque exclusivement de coût de travail que l'on parle. Au terme de la réunion, Spadolini rappelle la nécessité de freiner les dépenses publiques et un Zanone [dirigeant du Pli, Ndt], brutal de façon insolite, déclare : « Il n'y a aucune contrepartie à donner aux syndicats, le bénéfice se trouve entièrement dans le ralentissement de l'inflation que la diminution du coût du travail comporterait. » Seul Claudio Martelli, vice-secrétaire de Craxi, va plus loin et rappelle expressément aux journalistes les accords de gouvernement, dans lesquels est prévue la « politique des revenus » et, de manière explicite, le blocage de l'échelle mobile. Si l'on n'obtient pas le consensus des parties sociales, dit cet horrible sous-produit d'une déjà misérable classe politique, l'Exécutif sera appelé à mettre en œuvre le programme de la majorité. **Autrement dit, celui-ci usera de la force.** Sur le plan pratique, vu que le ministre De Michelis a fait fiasco, dès demain Craxi traitera directement avec les syndicats et les patrons.

Les dirigeants confédéraux se présentent chez Craxi en plein schizophrénie politique : ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur quoi que ce soit et, de plus, la grève milanaïse a accru les ressentiments réciproques. Carniti et Benvenuto accusent Lama d'être le promoteur de l'agitation. Lama se défend, indigné, nouvel épigone du classique et fourbe « ni adhérer, ni saboter ». En réalité, alors qu'à peine un jour avant, à l'OM de Brescia, les Conseils d'usines des principales entreprises italiennes ont réaffirmé avec force leur opposition à un quelconque accord avec un gouvernement qui n'en veut qu'aux salaires, non seulement la Cisl et l'Uil, mais aussi la Cgil continuent à graver les marches du Palais Chigi [l'Élysée italien, Ndt], siège de la poignée de salauds dirigée par Craxi. Il est clair que Lama, Trentin et Garavini (ces trois « héros » qui ont trahi la classe ouvrière il n'y a qu'un an, le 22 janvier 1983, pour ne pas parler du résultat du contrat des métallurgistes) veulent démontrer au « pays » — mais à qui, vu que les ouvriers ont dit ce qu'ils avaient à dire ? — la bonne volonté et

le « sens des responsabilités » des syndicalistes du Pci.

Samedi 11 février, la phase finale des négociations commence. Comme hors-d'œuvre, il y a le énième, éhonté, renvoi de la commission Istat qui devrait calculer les points de l'échelle mobile à compter sur la prochaine fiche de paye. Les patrons, gracieusement, ne se présentent pas, déclarant qu'ils attendent les résultats des négociations. Le responsable de la Cisl, s'il est présent, explique que « selon nous, il n'était pas opportun d'entamer l'examen de l'avancement de l'indice trimestriel du coût de la vie ». Au Palais Chigi, le premier-président-du-conseil-socialiste présente aux patrons et aux syndicats un texte d'accord en forme d'ultimatum, à prendre ou à laisser. En faisant beaucoup de fumée sur l'emploi, la lutte contre l'évasion fiscale et le contrôle des prix et des tarifs publics, Craxi (aux côtés du ministre-fiasco De Michelis) ne modifie pas d'une virgule la position de fond du gouvernement en soumettant à ses interlocuteurs un document humiliant pour les travailleurs, énième escroquerie aux dépens du prolétariat : il faut diminuer l'échelle mobile pour pouvoir ainsi s'accrocher à la reprise économique qui, cela paraît certain, fait rage dans le monde entier. La Confindustria feint de s'entêter : elle est déçue par les restrictions annoncées de Craxi sur le marché du travail. Depuis un an, en effet, les patrons se sont habitués à avoir les mains complètement libres pour les embauches (pour la précision, encore une fois depuis l'« historique » accord du 22 janvier, signé par le gouvernement, la Confindustria et les Cgil, Cisl et Uil). En vérité, on ne fait la grosse voix que pour masquer la proche victoire. Et puis, en fait de marché du travail, le patron sait bien comment se débrouiller face aux fameuses « entraves ».

Cisl et Uil acceptent sans réserve : Carniti et Benvenuto (le chat et le renard ou le vautour et la hyène ?) sont une fois de plus prêts à « chanter victoire » sur le dos de millions de travailleurs. La Cgil est désormais complètement divisée : Del Turco, qui s'est fait passer un sérieux savon par Craxi, est pour l'accord ; les militants du Pci, qui contrôlent l'immense majorité de la Confédération, y sont contraires. Énième « pause de réflexion » et, finalement, lundi 13 février, la réponse de la Cgil arrive : la principale confédération syndicale italienne ne signera pas l'accord. « Désormais, la parole est au gouvernement », titrent entre



assurance et préoccupation les quotidiens du lendemain.

Et la parole, le gouvernement l'a effectivement. Au terme d'une journée chargée de consultations entre politiciens, industriels et syndicalistes et marquée par des démonstrations de protestation ouvrière dans toute l'Italie, le Conseil des ministres se réunit, opportunément « préparé » par cette sorte de directoire de l'Exécutif qu'est le Conseil de cabinet. La situation est plus que claire et décantée : la Cisl et l'Uil promettent leur soutien à une initiative autonome du gouvernement, la composante craxienne de la Cgil (même si elle est empêtrée par les décisions de la majorité) épouse la même orientation. La Confindustria, divisée entre « faucons » et « colombes » se résout enfin à donner son approbation politique à d'éventuelles manœuvres unilatérales du gouvernement. **Se crée ainsi un bloc politique et social, relativement uni, qui est favorable à une épreuve de force de nette empreinte classiste antiprolétarienne menée par l'Exécutif.** Il faut naturellement proportionner les décisions (et là-dessus, il y a indéniablement diversité de vues) à une protestation ouvrière et prolétaire qui, dans la seule journée « cruciale » pour le gouvernement, mène dans les rues plus de 40 000 personnes à Florence, met en grève Rivalta et Mirafiori [deux établissements Fiat, Ndt], sans compter les cheminots romains, les ouvriers milanais et bolognais. Mais, ce qui compte est que la grande bourgeoisie italienne ne se préoccupe pas de faire tomber la mystification du « pacte social », qui avait encore fonctionné le 22 janvier, du moment qu'elle puisse asséner un nouveau coup décisif au prolétariat. **Fidèle à son rôle de marche, la bourgeoisie procède imperturbable sur la route qui devrait la mener à une capacité rénovée et autoritaire de gestion de la société italienne.**

A la nuit tombée, entre le 14 et le 15 février, le Conseil des ministres adopte le décret-loi. L'échelle mobile ne progressera en 1984 que de 9 points sur les 12 prévus (mais, répétons-le, c'est là une prévision optimiste faite à l'usage des patrons). La réduction sèche et autoritaire du salaire serait contrebalancée, selon les sales gueules du Palais Chigi, par le contrôle de quelques tarifs publics, par le blocage de l'equo canoné [l'indice de la construction qui sert de base au calcul des loyers, Ndt] pour un an (par rapport auquel, attention, un projet de loi est à l'examen au Parlement, qui en prévoit la complète libéralisation !) et par une politique fiscale plus rigoureuse, garantie par le grand bourgeois Visentini ! [Le ministre des Finances et Président du Pri est ainsi qualifié par la presse bourgeoise elle-même, Ndt].

Alors que le décret gouvernemental est le fait du jour et que se lève un chœur répugnant d'applaudissements à l'action « responsable » de Craxi et de son cabinet, on commence à comprendre — bien qu'en la mystifiant et en la minimisant — quelle est la chose la plus importante qui est en train de se produire en Italie : **des millions de travailleurs en ont ras-le-bol ; les ouvriers, aux côtés des travailleurs des services publics, des fonctionnaires, des chômeurs et aussi des étudiants investissent les rues et les places de toute l'Italie, cessent le travail dans les établissements, bloquent les gares, organisent d'énormes manifestations de masse contre le « décret-escroquerie » gouvernemental. Et ils le font en autonomie des partis, syndicats et institutions de toute sorte.**

Déjà, le 13 février, à Pomigliano d'Arco, on fait grève durant deux heures, en effectuant une manifestation dans le centre-ville au cours de laquelle on imprime quelques gifles sur la face des syndicalistes craxiens de la Cgil et de l'Uil. A Bologne, un cortège défile jusqu'à la mairie où l'on réclame la suspension immédiate des négociations,

alors encore en cours [la mairie de Bologne est un fief Pci, Ndt]. Des assemblées se tiennent dans le Piémont, en Ombrie, en Toscane et en Sicile.

Le 14, comme nous l'avons déjà dit, toute la Toscane est en grève et 40 000 personnes défilent à Florence. Le trafic ferroviaire est complètement bloqué. L'immense majorité des cheminots romains est elle aussi en grève. De nombreuses usines s'arrêtent à Milan, Bologne et Turin, la Fiat Rivalta et Mirafiori en tête.

Mardi 15 février, le jour suivant le « décret-escroquerie », l'Italie est pratiquement bloquée. Grèves, manifestations, barrages des routes, des chemins de fer et des aéroports, se succèdent un peu partout. On se mobilise à Milan, Turin, Gênes, Porto Marghera, Rome, Naples, Salerne, Tarante, Brindisi et Palerme. A Milan, ils sont 50 000 dans la rue et, pour exprimer l'état d'âme des ouvriers à l'égard des sommets syndicaux, des pierres et des œufs pourris sont lancés contre le siège milanais de l'Uil. A Pozzuoli, les ouvriers, sans se poser trop de problèmes, entrent dans le siège de la Cisl et passent proprement un savon à quelque bonze imprudent. La Ligurie est entièrement mobilisée : à Gênes la grève prévue de la sidérurgie se transforme en une imposante manifestation de plus de 20 000 travailleurs contre le gouvernement. Des démonstrations et des grèves de protestation ont lieu à San Margherita, à Savone, à Vado Ligure et à La Spezia. A Rome, une coordination de 70 Conseils d'usines mène la protestation en un cortège auquel participent plus de 20 000 personnes. La circulation est complètement bloquée dans la capitale et, si cela ne suffisait pas, les travailleurs des aéroports bloquent Fiumicino. Dans le Piémont, la classe ouvrière retourne manifester dans les rues : à Orbassano, dans le Val de Suse, dans le Val Chissone, dans le Novarais, à Borgaro, à Borgomanero, à Ovado et à Casale, les travailleurs de la Chimie, du Textile, de la Métallurgie et des chemins de fer sont en grève. A Naples, les ouvriers de l'Italider forment un cortège qui, parti de l'usine, rassemble chemin faisant les cheminots et les autres métallurgistes de la zone. A l'autre bout de la ville, les travailleurs de la zone de Pomigliano ont bloqué l'autoroute avec des barrières de pneus enflammés.

Un compte-rendu détaillé de tous les épisodes de ces jours-ci est pratiquement impossible, **vu que c'est toute la classe ouvrière italienne qui est en lutte, solidement unie au prolétariat des services publics, aux travailleurs de l'Etat et des institutions para-étatiques, aux chômeurs et aux étudiants.**

Le 16 février, de nouveau, manifestations dans toute l'Italie : à Turin, Gênes, Trieste, Naples, Bari, Tarante, Palerme. A Bari, la gare est bloquée. A Tarante, nouvelle manifestation. On fait grève à Rivalta, à Mirafiori et à la Lancia de Chivasso. A Palerme, les travailleurs du Bâtiment s'affrontent à la police de Scalfaro, à qui les mains commencent évidemment à démanger. A Trieste, les ouvriers sifflent Liverani (Uil) et réussissent à rendre la pareille à quelque égaré syndicaliste de profession.

Le 17, grève générale à Bologne, avec plus de 100 000 personnes dans la rue. A Naples, grève de quatre heures avec un cortège de 50 000 personnes. On fait grève en Calabre, en Ombrie, dans toute la Toscane et à Brescia. Le trafic ferroviaire est pratiquement bloqué dans toute la péninsule. Pour donner l'ampleur de la lutte prolétarienne, durant cette seule journée (qui est la quatrième de protestation de masse !), ce sont plus de 250 000 hommes et femmes qui défilent dans les rues et les places de notre pays.

Le 19, de nouveau, de nombreuses gares sont bloquées et des assemblées se tiennent dans toute l'Italie.



Dans les jours qui suivent, l'agitation ouvrière se poursuit dans les chemins de fer, qui sont en proie au désordre le plus complet. La bourgeoisie crie au scandale et Signorile (ex-représentant de la « gauche » socialiste, ex-adversaire de Craxi, et maintenant fidèle esclave de l'omnipotent secrétaire du Psi), en brave ministre des Transports, rappelle les syndicats à l'« autorégulation », **alors que se répandent les demandes de limiter le droit de grève par voie législative.** A Rome, la grève générale de la ville convoquée par 70 Conseils d'usines pour le mercredi 22 rencontre une adhésion massive : dans la rue, il y a nettement plus de cent mille personnes pour représenter le prolétariat de la capitale.

Nous sommes contraints d'interrompre ici cette chronique concise des luttes prolétariennes, non parce que celles-ci seraient conclues — au contraire, est en train de s'imposer à l'ordre du jour l'éventualité d'une grève générale (à laquelle ce n'est pas par hasard que s'opposent les militants du Pci et de la Cgil eux-mêmes) — mais simplement parce que nous sommes en train d'écrire et que, **nécessairement, nous devons mettre un point final, quand bien même arbitraire.**

Comment réagit la classe politique italienne à ce qui est, indiscutablement, **la plus grande démonstration de force et de détermination ouvrière et prolétaire qui ait eu lieu ici depuis de nombreuses années ?** En premier lieu, elle en réduit les caractéristiques sociales à de simples manifestations du jeu interne au système des partis, en niant hypocritement que les partis eux-mêmes ont été mis le dos au mur par une riposte ouvrière certainement inattendue. Ainsi, le Psi accuse le Pci d'être derrière les grèves qualifiées de spontanées entre guillemets. Le Pci promet une opposition très dure et, par la bouche de son Secrétaire politique lui-même, propose... un gouvernement « différent », pont vers une « alternative démocratique », qui, à son tour, devrait préparer la bénie alternative de gauche (4) !

Dans le syndicat, c'est la guerre totale. Les échanges d'accusations réciproques s'accroissent de jour en jour : la plus redoutée est sûrement celle d'être influencé par les partis, et les principaux dirigeants des organisations syndicales se la lancent bruyamment les uns aux autres. Lama donne une mesquine interview dans laquelle, à la question de savoir si la Cgil aurait abandonné le réformisme, il répond significativement : « **Mais le savent-ils ce qu'est un syndicat vraiment réformiste ?... Moi, je le sais ce qu'est le réformisme. Moi, le réformisme, je l'ai dans le sang** » (5). Du côté opposé, pour le nommer ainsi, **Agnelli loue le gouvernement**, qui « **a été là où les autres n'avaient pas été en mesure d'aller** » et De Mita, qui, bien que démocrétien est toujours très franc dans ses déclarations, tient un discours qui, commencé par « **Permettez-moi cette petite revanche à l'égard du syndicat** », poursuit sur des tons du genre des suivants : « **maintenant, vous devez reconnaître que la pantomime, créée en**

1977, selon laquelle la négociation entre les parties pourrait remplacer la décision politique, a fait naufrage ».

C'est un spectacle inconvenant. **Alors que les rues sont pleines de gens qui protestent contre la énième escroquerie gouvernementale, partis et syndicats s'obstinent à réduire cet énorme fait social aux assommants mécanismes physiologiques d'aménagement du pouvoir politique bourgeois.**

Au milieu de toute cette « bagarre » [en français dans le texte, Ndt], où chacun trépigne et hurle pour feindre d'être surpris et déçu de ce qui est arrivé, calme et imperturbable comme les lois d'airain de l'histoire, vendredi 17 février se réunit la commission Istat sur l'échelle mobile, jusque-là en cavale, avec les épaules couvertes par le décret du **premier-président-du-Conseil-socialiste.**

La chronique s'arrête ici. □

Notes du chapitre 1

1. L'opposition « constructive » du Pci à l'égard de la Loi des Finances gouvernementales n'est pas autre chose qu'une définition euphémique, forgée pour mystifier la misérable, énième escroquerie consommée dans les salles de Montecitorio [le Palais Bourbon italien, Ndt] et du Palais Madama [le Sénat italien, Ndt] : les parlementaires de Berlinguer permettent l'approbation en un temps record du texte de loi (qui prévoit des réductions sur l'ensemble des dépenses destinées aux exigences sociales) en échange du fait que le gouvernement renonce à réduire les financements à disposition des communes, des provinces et des régions, qui sont en bonne partie contrôlées par le Pci. En d'autres termes, l'argent des prolétaires en échange d'argent pour le Pci !

Du reste, il y en a dans ce parti qui théorise explicitement — applaudi par les autres forces politiques bourgeoises — une ligne de ce type, en en faisant un drapeau de l'« alternative ». Giorgio Napolitano publia, au début de l'année, un article dans « L'Unità » dans lequel il encourageait son parti dans la direction d'un réformisme, comment dire ? « *mûr* »... [Cette note, comme les suivantes, est rédigée par les auteurs, Ndt.]

2. Il est notoire que le « coût du travail », cette catégorie ambiguë et indéterminée de l'économie politique bourgeoise, n'a aucune relation d'identité avec le salaire ouvrier, ni même avec le prix de la marchandise force de travail. De cette manière, cependant, l'usage d'une terminologie imprécise, en soi apologétique du système de relations sociales capitaliste et propre à la pensée économique bourgeoise, permet de faire étalage d'une prétendue augmentation du « coût du travail » jusque lorsqu'on est en présence d'une nette réduction du salaire réel des ouvriers. En pratique, ensuite, la réduction du « coût du travail » se révèle pour ce qu'elle est : une attaque au salaire tout court [en français dans le texte, Ndt].

3. Quelques mots de plus sur De Mita. Sa manière de faire de la politique résulte d'une curieuse superposition de schémas tardolibéraux (assez voisins des idées de Thatcher, de Reagan et des tristement fameux « Chicago Boys ») à la traditionnelle image clientélaire-escroc de la Dc. Bien que son ascension dans le parti soit en effet entremêlée avec les Parrains méridionaux les plus effrontés en matière de dessous de table et de vols, il a sans aucune équivoque lié ses dernières fortunes politiques à un choix de camp très précis : celui de représenter l'intolérance de la grande bourgeoisie à l'égard d'un parti parfois trop lent dans le fait d'imprimer des tournants substantiels au développement général de la société italienne. Le « *renouveau* » de la Dc coïnciderait alors, dans le projet de De Mita, avec la construction d'un parti conservateur de masse moderne, en mesure de concrétiser les choix politiques qu'il n'est plus possible de différer dans un contexte de crise économique et politique comme celle qui sévit actuellement.

Il n'échappera à personne la difficulté intrinsèque à un tel projet, qui rencontre des résistances de tout type à l'intérieur d'un parti aux caractéristiques sociales compliquées comme la Dc (et le résultat de la consultation électorale du 26 juin le démontre). Mais il s'agit d'une contradiction réelle, qui appartient réellement au procès plus général de mise en ordre du pouvoir bourgeois italien dans cette période critique.

De ce point de vue, Ciriaco De Mita est, beaucoup plus que tant d'autres de ses collègues de parti, « *fil de son temps* ».

4. Il faut se demander avec qui Berlinguer voudrait constituer un gouvernement « différent ». Peut-être avec le sosie manqué de Thatcher, le sénateur Giovanni Spadolini ? Ou peut-être avec cette partie imaginaire de la Dc qui serait représentative de forces « *populaires* » ? On voit là la banqueroute totale du révisionnisme berlinguerien qui, orphelin du « *compromis historique* », est irrésistiblement porté à reformuler, sous un angle prétendument « *de gauche* », la même proposition.

En tout cas, cette sortie s'avère particulièrement écoeuvrante si on la rapporte à la situation concrète de l'affrontement social en cours dans le pays.

5. C'est vrai, Lama a le réformisme dans le sang. Ce n'est pas par hasard qu'il soutient dans le Pci les positions de Napolitano et qu'il a toujours été en tête de chaque virage à droite intervenu dans la Cgil. La ligne sanctionnée à l'EUR [il s'agit d'une tristement célèbre réunion, en février 1978, au cours de laquelle les trois Confédérations adoptèrent un programme qui donnait le feu vert à la « *politique des sacrifices* », Ndt] qu'il patronna chaleureusement n'est que l'exemple le plus éclatant d'une carrière politique qui s'est déroulée à l'enseignement de la plus torve soumission à la logique sociale capitaliste. Mais cela les ouvriers, qui ne sont pas si crétiens que le croit Lama, l'ont bien compris depuis longtemps.

Chapitre second

La signification politique de la lutte de la classe ouvrière contre le gouvernement Craxi et son « décret-escroquerie ». Les perspectives pour l'organisation de classe

L'accord du 22 janvier avait déjà suscité une forte opposition dans la classe ouvrière, en l'amenant à manifester ouvertement dans la rue son total désaccord à l'égard de l'entente gouvernement-syndicats-patronat. Les consultations effectuées dans les usines avaient ensuite démontré avec éclat l'hostilité des ouvriers à l'égard de la dangereuse logique corporatiste qui était à la base des négociations et de leur résultat. Insouciants de ce fait, méprisants des opinions des travailleurs, les sommets des organisations syndicales se sont de nouveaux présentés face au gouvernement et aux patrons, en ce début d'année, bien disposés à poursuivre cette sclérote course au massacre des conquêtes ouvrières, qui caractérise désormais depuis quelques années de toute évidence la ligne de la Cgil, de la Cisl et de l'Uil.

En effet, tout le déroulement de cette dernière négociation démontre amplement que même la composante du Pci dans la Cgil était disposée à trouver une médiation avec le gouvernement et avec les patrons si elle ne s'était pas trouvée face à une volonté de lutte ouvrière impossible à récupérer. Si l'on n'était pas encore convaincu de cela, la preuve *a posteriori* en est que toute la Cgil (y compris les « héroïques » Messieurs Lama, Trentin et Garavini) se rencontre avec le ministre -fiasco De Micheli pour résoudre ensemble la question du maintien des prix et des tarifs publics, en reconnaissant de fait le « décret-escroquerie » contre lequel, en paroles, elle s'est tant battue. **A quoi sert-il, demandons-nous, de ne pas signer un accord lorsqu'ensuite on contribue à en mettre en application les éléments ?**

Il est bien vrai, cependant, qu'une appréciation de ce genre peut s'avérer réductrice si l'on ne prend pas en compte, de plus près, l'attitude du Pci. Ce parti accepta l'accord du 22 janvier — qui, nous ne nous lasserons jamais de le répéter, est le précédent qui a préparé en tout et pour tout les derniers événements — pour de sales raisons de pouvoir relatives aux junte locales et aux probables élections anticipées et, pour de toutes aussi sales raisons de pouvoir, il a décidé d'utiliser la lutte des ouvriers afin de taquiner un peu Craxi et son gouvernement. L'année dernière, en effet, s'était à peine constitué le classique gouvernement de transition vers les élections anticipées dirigé par un Fanfani ressuscité, et il était absolument nécessaire au Pci de maintenir de bonnes relations avec Craxi et sa bande.

Dans une situation de rupture entre le Pci et le Psi, avec quel courage Berlinguer aurait-il pu parler d'« alternative démocratique » ? En outre, le Psi s'appuyait sur l'habituel chantage aux junte locales, en menaçant de transformer une bonne partie de celles « de gauche » en junte à cinq [Psi, Dc, Pri, Psdi, Pli, Ndt]. Pressé par ces exigences, le Pci donna avec désinvolture son consentement à la trahison du 22 janvier, en réussissant même à la présenter comme une « victoire ». Mais les dispositions des

partis à la suite des élections, avec le gouvernement Craxi qui suivit, loin de représenter un « pont » vers la cooptation du Pci dans le gouvernement, ont de plus en plus repoussés les révisionnistes dans les marges pour toutes les décisions importantes (politique économique, missiles, Liban), en les utilisant, au mieux, comme « esclaves idiots » en quelque sporadique occasion.

Pour ces raisons, en plus naturellement du fait du développement d'une mobilisation de masse dont il y a peu de précédents, le Pci a décidé de s'investir dans la lutte prolétarienne. Pour cela, malgré que l'état d'âme des masses soit plus que clair, le Pci avance des bysantines propositions de gouvernements « différents » en faisant de l'œil au gras éléphant Spadolini [Président du Conseil précédent et dirigeant du Pri, Ndt]. Le plus exemplaire de tout cela est sans aucun doute la manière par laquelle le Pci cherche à effrayer les autres partis bourgeois : seul notre parti, claironnent pompeusement les pompiers des Botteghe Oscure [la rue où se trouve le siège du Pci, Ndt] peut garantir la paix sociale, seuls nous pouvons faire cesser les agitations ouvrières qui empêchent la ponctualité des trains et la production dans les usines.

L'objectif du Pci n'est pas la défense des intérêts du prolétariat (combien de fois les révisionnistes ne les ont-ils pas vendus pour un plat de lentilles ?), mais bien la « paix sociale » avec Berlinguer au gouvernement !

Laissant de côté les interminables querelles qui occupent les partis bourgeois dans leurs risibles carroussels, c'est l'importante substance de fond de l'actuel affrontement qui doit être saisie si l'on veut déterminer les perspectives possibles qui s'ouvrent pour le prolétariat dans cette importante, autant que critique, conjoncture.

De ce point de vue, l'appréciation générale que l'on doit donner de ce cycle de luttes est qu'il s'agit de la plus grande et de la plus consciente opposition de masse au projet réactionnaire bourgeois de gestion autoritaire de l'économie et, en général, de l'ensemble de la société.

Les tendances corporatistes exagérées qui sont depuis longtemps présentes dans le syndicat ne sont certainement pas un facteur isolé dans le cadre politique et social actuel : le néo-contractualisme qui est agité comme une « découverte scientifique » par les sommets des organisations syndicales n'est que l'extrême rameau de la croissante sensibilité bourgeoise à l'appel de l'autorité, de la « décision » prise indépendamment du consensus social recherchable¹.

La lutte ouvrière de ces derniers jours a donc le mérite fondamental d'avoir fait tomber le voile qui recouvrait, avec l'hypocrite mise en scène du « pacte social », les choix de fond effectués par la bourgeoisie impérialiste italienne, en démontrant dans le même temps qu'il existe un vaste front de classe disposé à s'y opposer et à le combattre.

Il sera utile de consacrer quelques lignes à la question du « pacte social ». Notre Organisation, en frappant le 3 mai 1983 le professeur Gino Giugni, entendait attaquer l'un des artisans matériels de l'accord du 22 janvier, en s'insérant ainsi sur le terrain de la lutte d'avant garde contre le projet réactionnaire que cette entente préfigurait. Dans le communiqué où étaient exposées les raisons et les implications de cette initiative politique combattante, nous affirmions, entre autre, que le « pacte social » sanctionné le 22 janvier permettait en réalité « le lancement des licenciements de masse, une gestion encore plus rigide du marché de la force de travail, la compression jusqu'à l'invraisemblable des dépenses sociales et des mécanismes de récupération de l'inflation ». De même, nous mettions en garde ceux qui, ingénument, s'obstinaient à considérer ces accords comme un fait isolé, délié de la réponse plus générale que la bourgeoisie tentait et tente de donner à la profonde crise économique, politique et sociale dans laquelle notre pays est désormais depuis longtemps plongé.

Les faits nous ont donné raison. Dans l'année qui s'est écoulée, des événements divers et significatifs ont confirmé notre point de vue. Du contrat des travailleurs de la Métallurgie aux décisions de la CEE et du gouvernement sur les installations sidérurgiques, des augmentations continues des prix et des tarifs publics les plus importants aux lois des Finances qui réduisent sans pitié les fonds destinés aux dépenses sociales, il y a eu cette année une croissance continue de la pression gouvernementale et patronale sur les conditions matérielles d'existence du prolétariat. La surdité et l'arrogance des dirigeants syndicaux à l'égard des ouvriers ont augmenté ; on a usé et abusé des décrets-lois pour voler des plus diverses manières ceux qui vivent de leur propre travail ; le gouvernement Craxi s'est révélé pour ce qu'il est : un troupeau de voleurs au service des patrons, uniquement préoccupé de favoriser la restructuration sauvage de l'appareil productif italien.

Tout cela, toute l'indignation et la volonté de lutte que ces graves épisodes ont engendré dans le prolétariat se sont concentrées et condensées dans le très fort mouvement de luttes ouvrières commencé en février, réduisant ainsi en miettes toute ultérieure velléité de mystification du conflit social. En quelques mots : **la logique même qui était à la base des accords du 22 janvier a mené à la dissolution du « pacte social », qui s'est révélé une manœuvre de nette empreinte classiste et, malgré lui, une incitation au développement de la lutte entre les classes².**

La lutte de masse contre la réédition du « pacte social » s'est cependant dirigée, non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre les directions bureaucratiques et bourgeoises des syndicats. Ou mieux : le mouvement ouvrier, pour pouvoir réellement lutter contre le gouvernement et les patrons, devrait nécessairement se débarrasser de la



L'Irlande, un n... du dispositi...

L'Irlande est un pays neutre... comme la Suisse. Le fric en moins et la dépendance économique et militaire directe vis-à-vis de l'Angleterre, de la Communauté Economique Européenne, des USA et de l'OTAN en plus.

En fait l'Irlande constitue l'un des éléments du projet de restructuration du capital vers la guerre et le « nouveau » rôle qu'on lui attribue, implique des mesures à tous les niveaux : politique, économique, social et militaire. L'Irlande, comme la France (voir la politique atlantiste de la social-démocratie française), ces mou-tons noirs de l'hégémonie de l'OTAN en Europe, doit se rapprocher de plus en plus du centre atlantiste. Et les projets — et réalisations impérialistes — pour l'Irlande sont un témoignage supplémentaire de la volonté d'intégrer l'ensemble du territoire européen au dispositif de sécurité de l'OTAN. Volonté qui s'est manifestée entre autres par l'installation des missiles de croisière dans la plupart des Etats membres.

Un double obstacle gêne cependant ces projets :

- La neutralité proclamée de l'Irlande du Sud qui entraîne une intégration honteuse de l'Irlande par l'intermédiaire d'instances politiques internationales et de mesures militaires concrètes ;
- La misère et la partition du pays qui implique une double pacification, sociale et armée, ainsi que la mise en place de nouvelles solutions politiques au Nord.

L'intégration honteuse de l'Etat du Sud

Dès l'entrée de l'Irlande du Sud dans la CEE, en 1973, en même temps que l'Angleterre, les bases du processus de soumission et d'intégration de ce pays à l'OTAN étaient jetées. Car cela donnait déjà aux pays européens, fidèles alliés des USA, une possibilité de contrôle. Mais, si l'on sait que toutes les mesures sont prises pour permettre à l'Irlande d'assister aux réunions de l'UEO, on voit mieux comment la Communauté Européenne peut donner à l'OTAN un droit de regard sur l'Irlande. En effet, l'UEO s'est formée comme instance des pays de la CEE membres de l'OTAN, en 1948. Un amendement ayant rejeté la formation d'un double Etat-major, les conseils et bureaux sont directement liés aux autorités appropriées de l'OTAN pour toute information militaire. Rejoindre l'UEO, c'est donc rejoindre l'OTAN. Bien que « l'Etat libre » proclame toujours que toute participation à l'OTAN est écartée par la partition, c'est une entrée par la petite porte qu'elle est, en fait, en train d'effectuer.

Depuis 1981, le projet d'intégrer la CEE au dispositif de sécurité de l'OTAN s'est intensi-

fié. La RFA est chargée de le faire avancer en tentant d'obtenir une coopération CEE-OTAN allant jusqu'à inclure la sécurité et d'autres sujets, comme les armes nucléaires, domaine réservé jusqu'à présent à l'OTAN où à chaque pays dans le cadre de la défense nationale ! Des discussions informelles sur la sécurité ont déjà eu lieu, auxquelles assistait un ministre irlandais. La dépendance absolue de l'Etat irlandais interdit toute résistance à ce type de projet. Le Nord étant automatiquement acquis du fait de l'occupation britannique, ce serait donc l'Irlande toute entière qui serait intégrée à la défense telle que la conçoit le bloc occidental : préserver les intérêts de l'Europe et de l'ensemble du monde capitaliste.

Pacification et réunification

On parle depuis un certain temps déjà de la « réunification de l'Irlande » et du « retrait des troupes britanniques ». Les intérêts impérialistes amènent aujourd'hui à la reconsidération du mode d'intervention économique et militaire britannique afin de l'adapter à la restructuration du capital vers la guerre et au redéploiement de l'OTAN.

L'OTAN a besoin du libre accès à toute l'Irlande pour y développer ses plans militaires. L'Irlande « réunifiée » devient vitale pour l'impérialisme US : zone stratégique de par sa position géographique, elle pourrait devenir une base militaire avancée avec l'installation d'armements nucléaires. Or, l'OTAN se trouve confrontée non seulement au problème de la neutralité de l'Irlande du Sud, qu'elle contourne habilement, mais aussi à la nécessité d'opérer dans un pays partagé, non pacifié et ne jouissant pas du minimum de prospérité sociale qui peut autoriser la « paix sociale ».

Il s'agit donc pour elle d'obtenir le désengagement de la Grande-Bretagne et la pacification de l'Irlande, afin d'en faire un pays tranquille pour les capitaux et l'investissement et sûr pour la défense occidentale.

L'enjeu est d'abord politique. La Grande-Bretagne ne peut abandonner l'Irlande sans craindre le développement dans ses propres frontières de la lutte de classe encouragée par cet exemple. De même que l'ensemble des mouvements de lutte en Europe pourraient en être favorisés. Cependant, la Grande-Bretagne pourrait être favorable au dégagement de ses forces du fait du gouffre financier que représente cette guerre. La Grande-Bretagne tente donc dès à présent de favoriser les forces réformistes tout en continuant la guerre contre les révolutionnaires irlandais afin de préparer la solution politique, comme l'attestent les récentes

initiatives du « Forum ». Cela correspondrait à ses propres intérêts comme aux intérêts atlantistes.

Présence militaire

La réunification de l'Irlande du point de vue impérialiste et son intégration sont déjà en partie réalité du fait des connexions existant entre les installations militaires « des » Irlande et de la Grande-Bretagne et, par l'intermédiaire de celle-ci, avec la défense américaine et atlantiste.

Cette intégration militaire concerne surtout le domaine des communications. Elle entraîne le développement d'une industrie de guerre. Et elle implique diverses utilisations du territoire irlandais en cas de conflit. D'ores et déjà, la Royal Air Force (RAF), l'United State Air Force (USAF)

et Forkhill, des convois nocturnes de camions chargés de tonnes de béton sont arrivés, tandis que d'énormes poutrelles ont été déposées par hélicoptères. Un habitant de Forkhill a déclaré que « la quantité de travail fournie sur la base est déconcertante. Ils sont en train de creuser des tunnels sous toute la montagne ». Et les officiels déclarent que les bunkers souterrains ont été construits pour se protéger contre une attaque aérienne de l'IRA provisoire !

Dans l'éventualité d'une guerre, le centre des opérations militaires sera vraisemblablement situé à Armagh, où il existe déjà, creusé sous une colline, un bunker souterrain équipé de matériel pour une centaine de civils et de militaires, relié au quartier général de l'armée britannique par un circuit d'urgence. Un bunker à piller sans aucun doute ! La base d'Armagh est aussi reliée par l'intermédiaire de la station-radar de Cromhill, à la base secrète de Shaneshill qui assure la commu-

nication avec la Grande-Bretagne via l'Ecosse.

Dans la région, les ingénieurs ont construit des installations *top secret* sous terre, qui peuvent être rapidement transformées en silos à missiles ou en abris anti-atmosphériques. Le bunker souterrain qui unit par un tunnel Crossmaglen et Forkhill pourra abriter des fusées nucléaires mobiles pour empêcher la destruction préventive par une attaque aérienne. A Ballykelly, les travaux ont déjà commencé pour construire des aires de lancement de missiles nucléaires, soi-disant pour être utilisés contre la flotte sous-marine qui croise dans l'Atlantique. Dans les deux bases de Crossmaglen



BALLYKELLY military airport



SAN ANGLLO: radar d'alerte



mentale à Brenbradain qui possède déjà lation souterraine stockage des armes.

Donegal est c comme étant l'espace plus sûr dans l'hémisphère occidental, par lequel s'échapper les officiers Premier ministre, etc cas de guerre nucléaire reports de Shannon Dublin seraient tous à la baie de Bantry pour l'OTAN des réserves pour ses avions. scénario de l'OTAN bombardait l'Irlande pêcherait les USA d'terrains d'aviation, ces installations de Eventualité tout à fait par les stratégies at

Ainsi donc, l'I Nord ne livrerait pas de la chair à canon n permettre à la G.B. d bombardement de aux troupes US de ferner et s'envoler ses tr l'OTAN de lancer anti-sous-marins. Rô et plus qu'utile qui l'intérêt porté à l' « alliés ».

et l'OTAN ont développé dans le plus grand secret un réseau de communications couvrant toute l'Irlande du Nord. L'USAF utilise son propre réseau, indépendamment de celui des Postes et de celui de la Défense nationale. Les stations se trouvent à Slievenorra, Dungiven et Cushendall. Les stations d'écoutes sont reliées au centre de contrôle US de Menwith Hill, en Angleterre, qui constitue le plus grand centre de communication par satellites du monde. Le relai le plus important est ensuite la base de BishopsCourt*, base de la Royal Air Force, mais à la complète disposition de l'armée américaine et d'où les communications partent ensuite vers la station de Dead Man's hill,

et l'OTAN ont développé dans le plus grand secret un réseau de communications couvrant toute l'Irlande du Nord.

Dans la région, les ingénieurs ont construit des installations *top secret* sous terre, qui peuvent être rapidement transformées en silos à missiles ou en abris anti-atmosphériques. Le bunker souterrain qui unit par un tunnel Crossmaglen et Forkhill pourra abriter des fusées nucléaires mobiles pour empêcher la destruction préventive par une attaque aérienne. A Ballykelly, les travaux ont déjà commencé pour construire des aires de lancement de missiles nucléaires, soi-disant pour être utilisés contre la flotte sous-marine qui croise dans l'Atlantique. Dans les deux bases de Crossmaglen

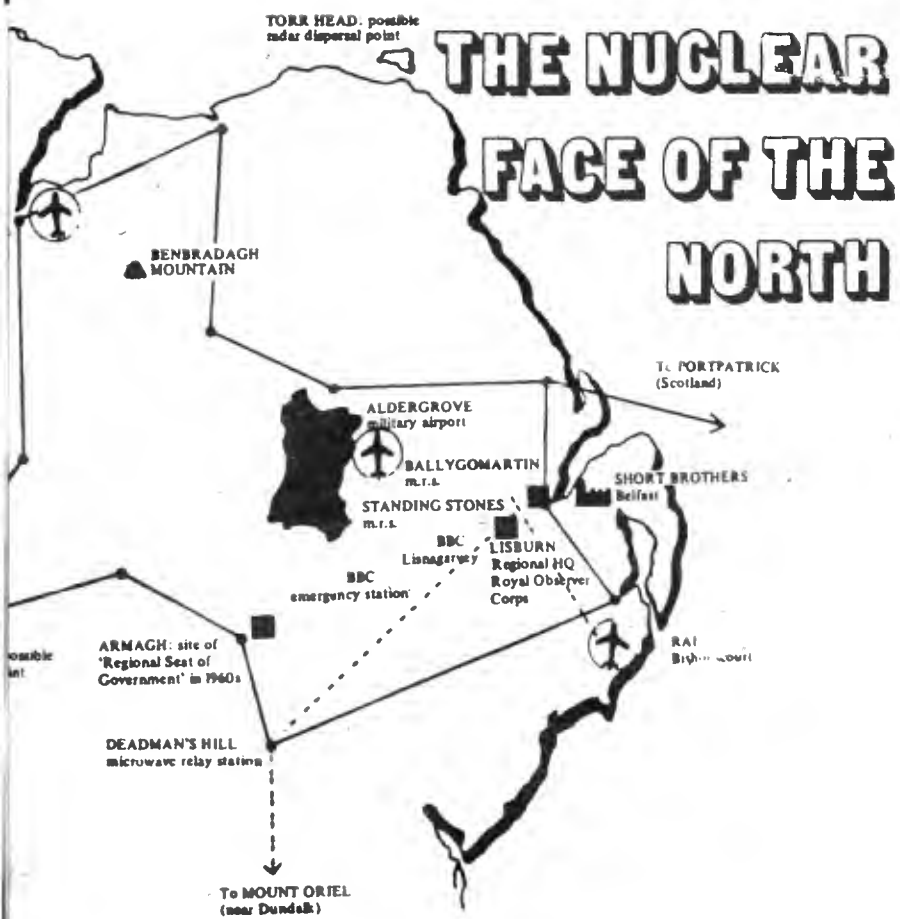
que portée ont déjà pour tâche de patrouiller au large de l'Irlande et sont équipés de torpilles nucléaires et de charges anti-sous-marines.

Le rôle de l'Irlande dans une guerre européenne n'est pas limité à l'usage des stations-radars mais pourrait aussi avoir des applications directes. Un accord est déjà en place avec les USA pour leur permettre d'utiliser l'aéroport de Shannon en « cas d'urgence » pour transporter ses troupes.

De même Bally Kelly, base de la RAF soi-disant fermée en 1977 est utilisée par les Sea King hélicoptères de chasse anti-sous-marins. Bally Kelly a l'avantage d'être située près d'une base secrète gouverne-



Mailillon caché de l'atlantiste



n'enverrait pas nécessairement des troupes lors de la prochaine guerre. Mais elle autoriserait l'utilisation de ses installations radars et de ses aéroports. Le réseau mis en place entre la RAF, l'USAF et l'OTAN pourrait être facilement étendu et utilisé dans le cas de l'entrée officielle de l'Irlande du Sud dans l'OTAN. Les troupes US transiteraient alors par ses aéroports.

Mais, dès maintenant, l'Irlande fait partie de la stratégie de l'OTAN. Lors des manœuvres codées sous le nom de « Dutch Treat » (le « Traité Hollandais »), des cibles en Irlande étaient attaquées et détruites par une guerre nucléaire. Selon ces plans, la première bombe, codée Avis tombait sur Belfast, la seconde, Binnie, détruisait l'aéroport de Shannon et la troisième, Daisy, détruisait Dublin. En tout, onze bombes étaient lancées sur l'Irlande. De même, dans le récent exercice appelé « Opération Crusader », la majeure partie du Nord de l'Irlande était « effacée » de la surface du globe par l'URSS en réponse à l'attaque de celle-ci par les USA. Et l'Angleterre, en cas de guerre, devrait lancer une invasion de l'Irlande si cela était nécessaire pour remplacer les bases touchées sur son territoire par des bombardements. Sinistres et cyniques perspectives sorties de l'imaginaire impérialiste et dont les différentes manœuvres sont pleines.

Conclusion

Pour résumer, l'importance de la fonction de l'Irlande dans le dispositif militaire de l'OTAN recouvre divers aspects. Elle jouerait tout d'abord un rôle de détection et de premier avertissement en cas d'attaque soviétique par des missiles qui sont en mesure de contourner l'Angleterre pour attaquer l'Europe de l'Ouest. Ensuite, elle offrirait une bonne base de transit et de

reapprovisionnement des troupes US. Enfin, la Grande-Bretagne, avec ses 160 missiles, représente un objectif important pour l'URSS. L'Irlande pourrait donc assurer le doublage des installations de communication, des bases navales et aériennes, et même des bases de contre-attaque nucléaire.

Le rôle de l'Irlande dans l'OTAN

Le rôle de l'Irlande dans l'OTAN est donc clair. L'Irlande



réapprovisionnement des troupes US. Enfin, la Grande-Bretagne, avec ses 160 missiles, représente un objectif important pour l'URSS. L'Irlande pourrait donc assurer le doublage des installations de communication, des bases navales et aériennes, et même des bases de contre-attaque nucléaire.

L'OTAN aurait ainsi la possibilité de déplacer éventuellement son centre de gravité vers les îles sous domination britanniques afin, entre autres, d'apaiser les inquiétudes que fait naître le développement d'un fort mouvement contre les missiles en RFA et en Italie.

La volonté de l'impérialisme en Irlande est donc parfaitement claire et balaye toute ambiguïté sur sa prétendue « neutralité ». C'est ce qu'exprime parfaitement Sir John Hackett, ancien commandant du groupe d'Armées-Nord de l'OTAN, lorsqu'il dit : « L'Irlande ne peut rester neutre que si on la remorque jusqu'aux mers de l'Antarctique. » □

(*) La base de Bishscourt n'est pas seulement un système de pré-alerte, mais aussi une unité de contrôle tactique pour relier la RAF, les sous-marins de l'USAF, les hélicoptères et les avions à leurs cibles. Deux trajets existent : Bishscourt - Stoneshill (Belfast) - Portpatrick (Ecosse) - West Drayton (Angleterre) et Black Mountain - Dead Man's Hill (Armagh) - Dublin - Pays de Galle - Drayton.

Actuellement les ingénieurs travaillent sur un réseau de communications relayant le Nord-Ouest de l'Irlande au système anglais de Back Bone par l'intermédiaire de la station de Standing Stones. Un système identique est prévu pour relier la station principale de Malin à Letterkenny. Il reliera aussi le système de Sligo, donnant ainsi à la Grande-Bretagne accès aux moyens de communications vers la côte Ouest de l'Irlande.

Deux autres stations sont en projet en relation avec l'Hôtel de Ville de Derry. L'une de celles-ci sera à Sherrill's Mountain, l'autre près de Darperstown.

Autre précision concernant le système de radars. Elle est donnée dans le livre blanc de la défense qui souligne que la Royal Air Force devrait fournir des avions pour des opérations de l'OTAN dans l'Atlantique et précise « l'alerte en cas d'attaque aérienne passerait par une chaîne de radars puissants, partant de la tour de contrôle de Shackleton où se trouvent les systèmes d'alerte aérienne avancée ainsi que d'autres installations de l'OTAN. La liaison digitale sera adoptée pour capter les signaux-radio d'une station située dans le Nord-Ouest ou d'une station à portée des avions AWAC's.

gh Moun-
une instal-
pour le
nucléaires.
aractérisé
aérien
sphère oc-
pourraient
els (reine,
, etc.) en
re. Les aé-
Cork et
utilisés et la
curerait à
de carbu-
D'après le
si l'URSS
cela em-
utiliser ces
es ports et
stockage.
envisagée
antistes.
lande du
seulement
mais devrait
pallier au
ses bases,
lire station-
roupes et à
ses armes
le multiple
ustifie tout
e par les



Irlande, un maillon caché du dispositif atlantiste

um ». Cela
propres in-
térêts atlan-

aire

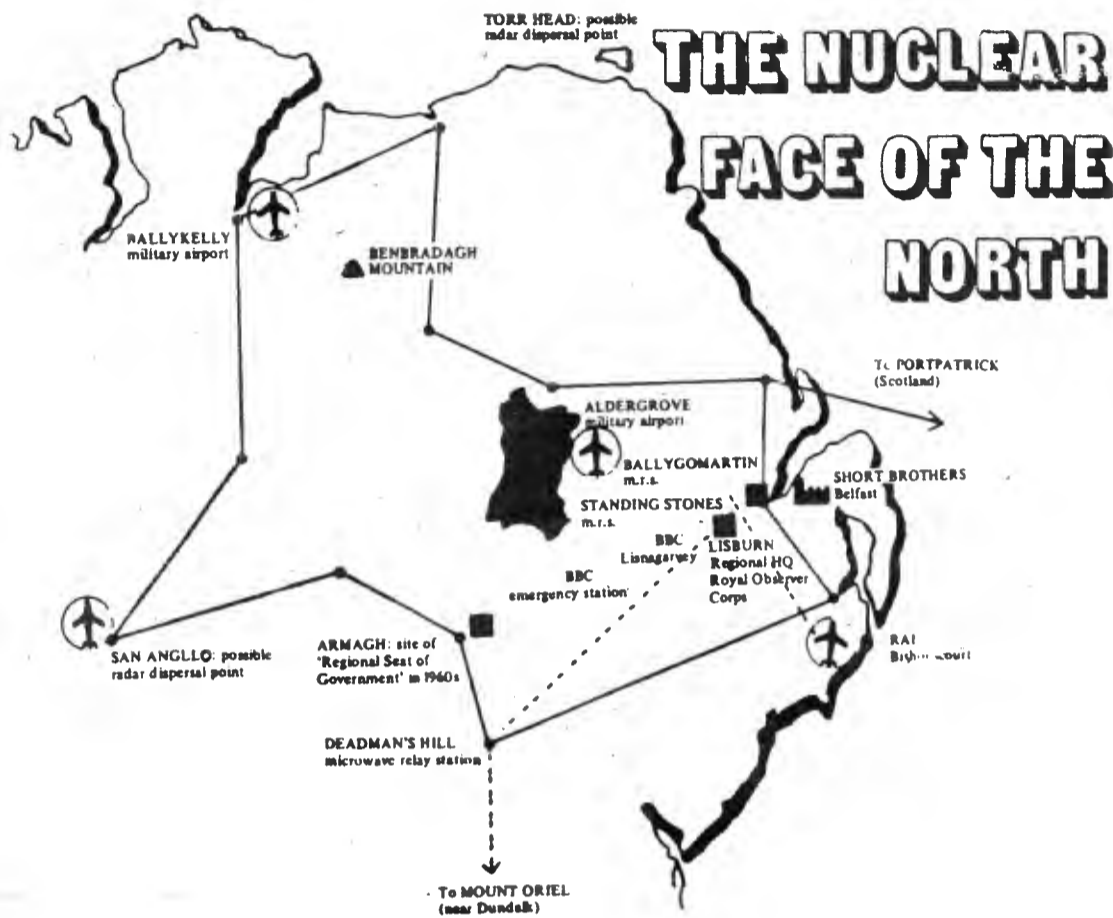
de l'Irlande
pécialiste et
déjà en par-
s connexions
allations mi-
nde et de la
t, par l'inter-
t, avec la dé-
t atlantiste.
on militaire
domaine des
entraîne le
une industrie
plique diver-
ritoire irlan-
D'ores et
Force (RAF),
orce (USAF)

dans le comté d'Armagh, à la frontière de l'Irlande du Sud. Un chemin exemplaire ! Bishops-court assure les communications civiles (télévision couleur, téléphone) mais aussi militaires et assure le relai avec d'autres stations-radars faisant partie du système d'attaque nucléaire de l'OTAN.

Dans l'éventualité d'une guerre, le centre des opérations militaires sera vraisemblablement situé à Armagh, où il existe déjà, creusé sous une colline, un bunker souterrain équipé de matériel pour une centaine de civils et de militaires, relié au quartier général de l'armée britannique par un circuit d'urgence. Un bunker à piller sans aucun doute ! La base d'Armagh est aussi reliée, par l'intermédiaire de la station-radar de Cromhill, à la base secrète de Shaneshill qui assure la commu-

et Forkhill, des convois nocturnes de camions chargés de tonnes de béton sont arrivés, tandis que d'énormes poutrelles ont été déposées par hélicoptères. Un habitant de Forkhill a déclaré que « la quantité de travail fournie sur la base est déconcertante. Ils sont en train de creuser des tunnels sous toute la montagne ». Et les officiels déclarent que les bunkers souterrains ont été construits pour se protéger contre une attaque aérienne de l'IRA provisoire !

D'autres utilisations du territoire sont prévues à Bradway, dans la baie de St. David à l'ouest du Pays de Galles se trouve un système de surveillance sous-marin relié à des sonars installés au fond de la mer. De St. Mawgan dans le Cornwall, le 42^e escadron de la RAF équipé d'avions Nemrod à lon-



n'enverrait pas
des troupes lors
de la guerre. Mais e
l'utilisation de s
radars et de ses
réseau mis en
RAF, l'USAF et l'
être facilement é
dans le cas de l'
de l'Irlande de
l'OTAN. Les tro
teraient alors pa

Mais, dès m
lande fait partie
de l'OTAN. Lon
vres codées so
« Dutch Treat »
landais », des c
étaient attaqués
par une guerre n
ces plans, la pr
codée Avis tomb
la seconde, Bin
l'aéroport de Sh
sième, Daisy, de
En tout, onze b
lancées sur l'Irla
dans le récent e
« Opération Cru
jeure partie du
lande était « effa
face du globe
réponse à l'atta
par les USA. Et
cas de guerre,
une invasion de
était nécessaire
les bases touché
ritoire par des b
Sinistres et cyni
ves sorties de l'in
rialiste et dont
manœuvres son

Conclusion

Pour résume
de la fonction d
le dispositif mili
recouvre divers
jouerait tout d'a
détection et de
sement en cas d
tique par des mis
mesure de cont
terre pour attaq
l'Ouest. Ensuite,
bonne base de

Le rôle de l'Irlande dans l'OTAN

Le rôle de l'Irlande dans l'OTAN est donc clair. L'Irlande

mentale à Brenbradagh Mountain qui possède déjà une installation souterraine pour le stockage des armes nucléaires.

Donegal est caractérisé comme étant l'espace aérien le plus sûr dans l'hémisphère occidental, par lequel pourraient s'échapper les officiels (reine, Premier ministre, etc.) en cas de guerre nucléaire. Les aéroports de Shannon, Cork et Dublin seraient tous utilisés et la baie de Bantry procurerait à l'OTAN des réserves de carburant pour ses avions. D'après le scénario de l'OTAN, si l'URSS bombardait l'Irlande, cela empêcherait les USA d'utiliser ces terrains d'aviation, ces ports et ces installations de stockage. Eventualité tout à fait envisagée par les stratégies atlantistes.

Ainsi donc, l'Irlande du Nord ne livrerait pas seulement de la chair à canon mais devrait permettre à la G.B. de pallier au bombardement de ses bases, aux troupes US de faire stationner et s'envoler ses troupes et à l'OTAN de lancer ses armes anti-sous-marins. Rôle multiple et plus qu'utile qui justifie tout l'intérêt porté à l'île par les « alliés ».

que portée ont déjà pour tâche de patrouiller au large de l'Irlande et sont équipés de torpilles nucléaires et de charges anti-sous-marines.

Le rôle de l'Irlande dans une guerre européenne n'est pas limité à l'usage des stations-radars mais pourrait aussi avoir des applications directes. Un accord est déjà en place avec les USA pour leur permettre d'utiliser l'aéroport de Shannon en « cas d'urgence » pour transporter ses troupes.

De même Bally Kelly, base de la RAF soi-disant fermée en 1977 est utilisée par les Sea King hélicoptères de chasse anti-sous-marins. Bally Kelly a l'avantage d'être située près d'une base secrète gouverne-

ses. Ainsi Aer Lingus fabrique les filtres à carburant pour le réservoir des fusées et des boîtes téléométriques qui transmettent les signaux. SPS of Naas Telecommunication Ltd, entreprise de Dublin, a obtenu des contrats pour la recherche appliquée et le développement de structures réutilisables dans l'espace. Tec Teo qui produit des véhicules militaires spéciaux a aussi un contrat pour la fabrication de certains composants. D'autres firmes, Finlas... et l'Université de Dublin travaillent sur les données satellites E.S.A. Tout ceci est contrôlé par le Bureau Na-

tional de Science et Technologie qui, entre autres, se charge du repérage des usines qui peuvent participer à la recherche ou à la production militaire dans le cadre de ces projets. De plus, deux bases près de Dublin participent au projet Ariane. Une troisième doit être construite.



veloppé dans
et un réseau
ns couvrant
ord. L'USAF
réseau, indé-
les Postes et
ense natio-
ne trouvent à
ven et Cus-
ns d'écoutes
ntre de con-
with Hill, en
stitue le plus
ommunication
nde. Le relai
st ensuite la
ourt*, base
ce, mais à la
n de l'armée
les commu-
suite vers la
Man's Hill,

nication avec la Grande-Bretagne via l'Ecosse.

Dans la région, les ingénieurs ont construit des installations top secret sous terre, qui peuvent être rapidement transformées en silos à missiles ou en abris anti-atomiques. Le bunker souterrain qui unit par un tunnel Crossmaglen et Forkhill pourra abriter des fusées nucléaires mobiles pour empêcher la destruction préventive par une attaque aérienne. A Ballykelly, les travaux ont déjà commencé pour construire des aires de lancement de missiles nucléaires, soi-disant pour être utilisés contre la flotte sous-marine qui croise dans l'Atlantique. Dans les deux bases de Crossmaglen



Suite de la page 7

nauséabonde tutelle des sommets des Confédérations. Le déroulement de la négociation a confirmé une fois de plus ce que les ouvriers savaient déjà depuis longtemps : **que les directions des syndicats sont des structures aux mains des partis et qu'elles fonctionnent comme purs instruments de contrôle et d'emboîtement des masses.** Les événements mêmes de ces dernières semaines témoignent amplement qu'une dure lutte des travailleurs contre les gouvernements bourgeois n'est pas possible sans qu'ils ne se libèrent dans le même temps des instruments de contrôle que la bourgeoisie exhibe jusque dans le mouvement ouvrier.

Comment ne pas voir, en effet, l'énorme explosion d'énergies prolétaires que la « rupture syndicale » a permise ? Comment nier que le désaveu des actes du syndicat, loin de constituer un obstacle à la lutte organisée et consciente, s'est transformé en un puissant facteur de mobilisation de masse ?

En vérité, la « rupture syndicale » n'est que la manifestation la plus apparente des contradictions que la lutte ouvrière a créé dans ces institutions bourgeoises que sont, pris dans leur ensemble, les syndicats. La division des sommets confédéraux, en ce qu'elle entame l'unité et la solidité de ces instruments de contrôle des masses, représente un succès pour la lutte de classe prolétarienne³.

Même en ne considérant que certains des traits caractéristiques du mouvement ouvrier de ces dernières semaines, on doit reconnaître que la profonde opposition exprimée par la classe ouvrière au gouvernement et à son « décret-escroquerie » avait comme condition incontournable le désaveu radical des actes du syndicat et une clarification militante sur la substance de l'unité de classe.

Comme chacun peut le voir, nous sommes en présence d'une mobilisation réellement de masse, exceptionnellement durable et consciente, en mesure de se doter de l'organisation nécessaire et de pratiquer des formes de lutte — blocage des gares, des aéroports, cortèges internes avec « coups de balai », savons à des syndicalistes mal vus, etc. —, capable, enfin, de faire fonction de pivot pour la lutte de tout le prolétariat, unissant en un front compact les travailleurs des services publics, du commerce, les fonctionnaires, les chômeurs et les étudiants. Soyons sérieux : quand Lama, Carniti et Benvenuto [respectivement dirigeants de la Cgil, de la Cisl et de l'Uil, Ndt] ont-ils jamais permis un tel mouvement ? Le maximum que depuis toujours ils concèdent aux ouvriers est de faire des « manifestations ordonnées », qui se concluent inévitablement sous la tribune du pompier de service⁴.

Pour conclure, le débat sur la soi-disante « unité syndicale » qui se déroule dans le cadre dirigeant des trois Confédérations est très significatif (et serait aussi très divertissant, s'il ne s'agissait d'une question très sérieuse pour le prolétariat). On y divague sur l'unité, on y estime nécessaire de reconstruire une fédération unitaire, fut-elle modifiée. Mais, de quelle fédération s'agit-il ? Quelle unité veut-on reconstruire ? En toute clarté, l'unité que Lama, Carniti et Benvenuto recherchent est celle qui leur permettra de nouveau de contrôler la classe ouvrière, est celle qui leur permettra de continuer à offrir leurs services aux secrétaires des partis dans lesquels ils militent, **est celle qui leur permet déjà, malgré toute la farce mise en scène, de siéger ensemble devant le ministre-fiasco De Michelis pour se mettre d'accord sur l'application du « décret-escroquerie » gouvernemental.**

L'irrésistible besoin d'unité qui croît et s'affirme dans la classe ouvrière est une chose absolument différente et opposée à cette haleine fétide qui se répand

depuis les palais romains jusque les usines. L'unité des directions syndicales doit être combattue par la classe ouvrière, tandis qu'il faut, au contraire, résolument développer la solidarité de classe existant dans les usines et dans les lieux de travail, l'unité qui se fonde sur la volonté de lutte contre le gouvernement et les patrons. Cette unité est la seule qui soit vraiment en mesure de représenter les exigences et les opinions des travailleurs.

La question que chaque avant-garde de classe est en train de se poser, l'interrogation que chaque ouvrier et prolétaire qui participe de manière conséquente au mouvement trouve face à lui est : **quelles perspectives s'ouvrent au mouvement ouvrier italien ? Quels objectifs, organisationnels et politiques, doivent être posés à l'ordre du jour du prolétariat conscient ?** Avant tout, tout triomphalisme de manière doit être banni de la sérieuse discussion qui est en train de se mener dans le mouvement de classe. La route à parcourir est encore très longue et, de plus, les institutions bourgeoises (du gouvernement aux structures dirigeantes des syndicats) travaillent à plein régime pour briser la vague puissante de la lutte de masse, avec l'objectif précis de la réduire aux termes d'une manifestation physiologique du système des partis bourgeois. Mais les luttes de la classe ouvrière qui se sont développées en ce début d'année permettent certainement de mettre à l'ordre du jour quelques objectifs politiques et organisationnels valides pour tout le prolétariat italien et, en premier lieu, pour le prolétariat d'usine.

Une des raisons principales du développement de la lutte ouvrière a été, comme nous avons cherché à l'expliquer jusqu'ici, la capacité du prolétariat d'usine à rejeter l'hypothèque syndicale, et avec elle l'ensemble de la logique autoritaire et corporative qui est à la base du soi-disant « pacte social » sanctionné le 22 janvier 1983. Cet énorme fait politique a eu un pendant organisationnel précis dans les usines et dans les lieux de travail, en contribuant à faire croître parmi les ouvriers et les prolétaires la conscience de la nécessité d'une **organisation de masse réelle, soustraite à l'influence bureaucratique et conciliatrice des sommets des confédérations.**

Des coordinations d'usines en dehors des Conseils unitaires de zone se sont créées, des centaines et des centaines de Conseils d'usines se sont réunis, en assumant directement la responsabilité de décisions importantes comme la convocation de grèves générales de villes. La discussion ouvrière, depuis longtemps contrainte à une existence souterraine par le despotisme patronal et par la répugnante servilité syndicale s'est remise en route. Le prolétariat a retrouvé la confiance dans l'engagement militant et non épisodique, le seul qui garantisse d'atteindre des objectifs politiques importants.

On ne doit pas laisser tomber cette poussée à l'organisation de classe : **l'indication générale, valide pour tout le prolétariat, est alors de consolider les formes d'organisation nées de la lutte prolétarienne, de consolider les liens de solidarité de classe qui se sont développés en opposition à l'orientation bureaucratique et conciliatrice du syndicat.** Chaque avant-garde de lutte, chaque ouvrier et prolétaire conséquent doit s'engager dans ce travail, doit dépenser toute son énergie dans l'extension de l'unité de la classe sur des bases organisationnelles réellement capables de représenter les intérêts des travailleurs. **Lutte-organisation-lutte est le principe que nous devons maintenir constamment !**

La lutte de classe produit l'organisation et celle-ci, à son tour, est un puissant moyen de développement d'une nouvelle lutte, parce qu'elle concentre des énergies et les réutilise de manière consciente dans le scénario social. Mais

c'est l'existence d'objectifs réels, d'objectifs politiques communs à toute la classe travailleuse, qui garantit le déroulement positif de ce processus essentiel. Si l'on considère les caractéristiques principales des luttes ouvrières dont on s'occupe dans cet opuscule, **leur ampleur et leur force sont directement proportionnelles au contenu politique qui en est à la base.**

L'opposition générale à la manœuvre de politique économique du gouvernement se diffuse dans chaque usine, dans chaque lieu de travail, dans les rues et sur les places d'Italie. Elle seule est en mesure de dépasser les intérêts sectoriels de chaque usine, en brisant la logique infernale qui veut que le mouvement du prolétariat soit fractionné en mille rigoles, incapable de s'opposer efficacement à une bourgeoisie forte de la restructuration sauvage qui est passée dans l'usine et d'une armée industrielle de réserve accrue et qui a besoin de vendre sa propre force de travail. Il ne fait pas de doute que la classe ouvrière italienne a subi une attaque extrêmement lourde du patronat et de ses serviables gouvernements. Dans ces dernières années, le mouvement ouvrier a été progressivement poussé sur la défensive, et nombre de ses principales conquêtes se sont dissoutes l'une après l'autre, comme pour démontrer que dans la lutte de classe rien ne peut être donné pour sûr et définitif.

Les usines, torturées par le développement des techniques capitalistes d'exploitation et par la restructuration technologique, ont connu une expulsion massive de travailleurs, perdant leurs liaisons et se repliant dans la recherche de solutions spécifiques à chaque problème spécifique.

Le dernier cycle de lutte confirme qu'aujourd'hui, plus encore qu'au cours des années passées, c'est justement **la dimension politique** de la lutte de classe qui permet au prolétariat de s'opposer avec succès à des gouvernements et à un patronat de plus en plus déterminés dans leurs choix réactionnaires et antiprolétaires. **La lutte politique du prolétariat, la mobilisation de masse autour d'un programme politique précis représentent la direction juste à prendre pour le mouvement de classe dans notre pays⁶.**

En ce sens, une indication politique générale, valide pour tout le prolétariat, est d'**étendre la mobilisation de masse et d'avant-garde sur ce mot d'ordre : Non au « décret-escroquerie » et à la politique économique du gouvernement Craxi !** C'est ce mot d'ordre qui a guidé le puissant cycle de luttes ouvrières et prolétaires commencé en février. Sur ces objectifs politiques, la classe ouvrière a retrouvé une unité réelle et militante en mesure d'outrepasser les étroites limites de chaque usine.

Le cadre des problèmes que ce cycle de luttes a posé à l'attention générale des avant-gardes de classe ne serait pas complet sans un examen des possibles déviations dont le mouvement ouvrier est susceptible de pâtir dans la complexe situation actuelle. En principe, il y a deux dangers à prendre en compte avec la considération voulue : le danger de l'opportunisme et de l'hégémonie de droite sur la classe ouvrière et ses luttes ; celui d'une déviation de nature extrémiste et petite-bourgeoise, incapable de considérer comme il le faut l'importance de la question de l'unité de classe. Des deux, le premier danger est sûrement le plus évident et le plus actuel. Il doit donc être combattu avec une plus grande énergie.

Nous nous sommes longuement arrêtés sur les positions du Pci et de la Cgil, certainement pas par cajolerie « antirévionniste », mais justement parce qu'un des plus gros équivoques de ces derniers jours porte sur le rôle réellement joué par les syndicalistes du Pci et par leur parti dans les événements en cours. Il faut combattre et démasquer de toutes nos forces la position philistine qui voudrait que Lama, Trentin et Garavini soient les « portes-drapeaux » de la pro-

testation prolétaire.

En réalité, et nous croyons avoir fourni à tous suffisamment d'éléments de jugement à ce propos, le Pci et ses syndicalistes sont montés en croupe du cheval prolétaire parce qu'ils ont très bien compris qu'on ne pouvait plus lui mettre les brides. Ils ont appuyé, **jusqu'à un certain point**, la protestation ouvrière pour pouvoir ainsi mieux la canaliser dans le soi-disant « lit institutionnel ». **Oui, nous, Brigades rouges, nous accusons publiquement le Pci d'avoir chevauché les luttes de la classe ouvrière** et, pour confirmer ce que nous disons, nous énumérons — parmi tant d'autres — trois faits précis :

1. Alors que les rues d'Italie étaient pleines d'ouvriers qui protestaient contre les choix d'un gouvernement bourgeois, Berlinguer propose un gouvernement « différent », à constituer probablement avec Spadolini, Craxi et quelque « technicien » ramassé dans les pires repaires bourgeois ;

2. Trentin siège tranquillement devant le ministre-fiasco De Michelis pour appliquer de concert le « décret-escroquerie » ;

3. Les syndicalistes du Pci s'opposent et boycottent sans pudeur la proposition d'une grève générale contre le gouvernement.

Qui est-ce qui chevauche les luttes des ouvriers ? Qui instrumentalise les opinions des travailleurs ? Nous croyons, à ce point, que la réponse est établie.

Dans le mouvement ouvrier doit alors être menée une dure lutte contre toutes les tendances de droite, qui convergent toutes dans la volonté de ramener sous la direction syndicale, et en premier lieu sous la direction des militants du Pci dans la Cgil, l'opposition antigouvernementale consciente et radicale exprimée par la classe ouvrière. C'est une lutte qui doit être menée avec décision, et qui ne doit pas épargner toutes ces forces qui, comme *Democrazia proletaria* et la soi-disante « gauche syndicale », prisonnières d'une logique très voisine du minoritarisme groupusculaire, se fixent comme unique objectif d'exploiter les explosions de colère prolétaire pour gagner un siège en plus au Parlement ou à la direction confédérale.

D'un autre côté, toutes les attitudes extrémistes sont également dangereuses — même si elles le sont beaucoup moins que les tendances de droite — qui, pour critiquer le syndicat et le Pci, finissent par perdre de vue la question de l'unité de classe et les grands problèmes du mouvement ouvrier italien. L'existence de telles positions est peut-être un produit nécessaire et, à sa manière, inconscient de la lourde influence révisionniste qui, depuis des années, s'exerce sur les luttes de la classe ouvrière. Mais cela n'ôte pas que la maturité des avant-gardes de classe ne se mesure pas seulement sur le plan de leur engagement anti-opportunisme et antirévionniste, mais aussi et surtout sur la capacité de prendre clairement en compte l'intérêt général du prolétariat dans la dynamique globale de l'affrontement social⁶.

Les perspectives pour l'organisation de classe sont donc positives. La lutte politique de la classe ouvrière contre le gouvernement Craxi et son « décret-escroquerie » a réouvert de remarquables espaces au travail des avant-gardes ouvrières et prolétaires dans le mouvement antagoniste.

Consolider les formes d'organisation réelles et de masse nées de la lutte prolétarienne en opposition à l'orientation bureaucratique et conciliatrice du syndicat. Étendre la mobilisation de masse et d'avant-garde pour lutter contre le « décret-escroquerie » et la politique économique du gouvernement Craxi. Ce sont là les tâches politiques que les avant-gardes de classe doivent se fixer. Voilà la perspective concrète pour le mouvement ouvrier italien ! □

Notes du chapitre 2

(1) Ce n'est pas une question de sigles. Giovanni Agnelli, au cours d'une conférence tenue le 21 janvier au *Council of foreign relations* de New York, devant de « belles âmes » de la lignée de David Rockefeller, Arthur Schlesinger et Zbigniew Brzezinski, affirmait : « Le dilemme de chaque pays est de décider entre deux traitements : l'austérité néoconservatrice (comme les USA et l'Angleterre) ou la rigueur socialiste (comme la France et la Suisse), tous deux difficiles ». L'avocat estime, désespéré, que le défaut de l'Italie, est de ne savoir se résoudre ni à l'une, ni à l'autre.

Mais, le « premier-président-du-conseil-socialiste » a tenté de lui prouver que même ici, chez nous, on peut faire quelque chose.

(2) Il y a sans aucun doute dans la bourgeoisie une répugnance, pour ainsi dire, structurelle à admettre la substance classiste de la société moderne.

Dans la première période historique d'existence du capitalisme, cette répugnance se manifestait, alternativement, comme une démonstration de la lutte de classe — qui était attribuée à l'agitation irresponsable des soi-disants « agitateurs » — ou comme une négation absolue, *aprioriste*, de la division profonde d'intérêts qui parcourt l'ensemble de la société. L'oscillation entre ces deux attitudes est due, naturellement, à la situation concrète à laquelle la classe dominante doit faire face.

La société capitaliste moderne, au contraire, croît et se développe sur la conscience (par ailleurs nécessairement fragmentaire et idéologique) des aspects contradictoires qui sont à la base de sa dynamique d'évolution. Ainsi, autant on se trouve contraint, jusque dans l'économie politique bourgeoise, à assumer comme une donnée de fait irréfutable le mouvement cyclique de l'économie capitaliste, autant se développent des appareils de médiation et d'intégration qui ont pour but explicite de maintenir le conflit social à l'intérieur de la logique de la classe dominante. A cet égard, le rôle joué par des organisations et des partis ouvriers, complètement récupérés pour toute une série de raisons à l'optique de la société bourgeoise, n'est pas le dernier.

Dans les formes les plus avancées de démocratie bourgeoise, la capacité mystificatrice de la substance irrévocablement conflictuelle de la société est très développée, puisqu'il y existe une quantité d'instituts positifs dans lesquels l'intérêt de la classe prolétarienne se trouve représenté, de manière opportunistement déformée et dénaturée. Il s'agit évidemment d'une intégration conflictuelle, sujette à des fortunes diverses selon les périodes particulières que l'on traverse. En définitive, il s'avère difficile pour quiconque de nier totalement la lutte de classe, dont l'existence se représente obstinée sur la scène sociale lorsque parfois on s'apprête à chanter victoire. Mais, de fait, le transfert de la lutte entre les classes du plan de l'affrontement explicite à celui de la confrontation par représentations institutionnalisées, permet et a permis à la bourgeoisie d'absorber, parfois en sursautant les poussées mêmes les plus violentes.

Il s'agit, comme on le comprend, d'une question d'une importance fondamentale pour la politique révolutionnaire léniniste de nos jours.

(3) Une preuve toutefois indirecte, de la justesse de nos affirmations nous vient précisément de l'attitude de la grande bourgeoisie industrielle face aux problèmes de l'unité syndicale. Les patrons qui ont profité du climat non-idyllique qui règne dans la Fédération unitaire, tout en ne cachant pas leur satisfaction pour les divisions existantes entre les dirigeants syndicaux, s'interrogent, préoccupés, sur le futur des « relations industrielles » et sur les possibilités de développement de la lutte ouvrière. Laquelle, qui a échappé des mains de personnes malgré tout « responsables » comme Lama, Carniti et Benvenuto, pourrait carrément mettre en cause toutes les conquêtes capitalistes de ces dernières années.

(4) C'est exactement pour ces raisons qu'aujourd'hui non seulement Benvenuto et Carniti, mais aussi Lama lui-même, se reculent horrifiés devant les formes de lutte les plus efficaces mises en œuvre par la classe ouvrière. Celui-ci, comme ses collègues, ne peut supporter ne serait-ce que le déplacement minimum de cette « légalité » toujours invoquée et défendue dans les moments critiques de la lutte de classes.

Qu'on ne croie pas, enfin, que soit passée inaperçue la relation qu'il y a entre les condamnations des grèves des chemins de fer formulées par les dirigeants syndicaux, l'appel à l'« autorégulation » des grèves lancé par le larbin de Craxi, le ministre des Transports Signorile, et la démolition croissante dans les mains de la police de Scalfaro.

(5) Dans les dernières années, une dure bataille théorique et pratique s'est menée dans le mouvement révolutionnaire italien à propos des thèmes de la centralité ouvrière, de la politique révolutionnaire et du parti du prolétariat. Dans cet affrontement crucial d'idées et de pratiques militantes, notre Organisation a défendu le marxisme et le léninisme contre toute sorte d'immédiatisme et d'extrémisme petit-bourgeois. En particulier, le front léniniste a dû faire face à des positions, aussi déconsidérées que suffisantes, qui en arrivaient à nier toute valeur à la dimension politique de la lutte de classe du prolétariat. Le terrain de la pratique, qui depuis toujours est le seul sur lequel sont inexorablement contraintes à se vérifier les idéologies et les positions politiques les plus diverses, a opéré comme discriminante essentielle, dans cette âpre bataille politique aussi : l'immédiatisme petit-bourgeois s'avère non seulement complètement effacé de la scène politique, mais, encore plus significativement, déclare de manière explicite sa banqueroute à travers des dissociations, des « révisions », des grèves de la faim mises au point avec des évêques, et ainsi de suite.

Notre Organisation, même dans une situation objectivement difficile, continue de lutter et de combattre justement parce qu'au centre de son activité il y a les pivots politiques du marxisme-léninisme : l'exigence irrévocable du Parti révolutionnaire du prolétariat, la nécessité de la direction politique consciente sur le mouvement de classe, la centralité de la classe ouvrière dans le processus général de la révolution prolétarienne.

La claire dimension politique assumée par le dernier cycle de luttes ouvrières est, dans cette optique, une des meilleures confirmations de notre point de vue.

(6) La tendance à exhalter et, dans le même temps, à ghettoïser les comportements ouvriers et prolétaires les plus radicaux est un « mal antique » du mouvement révolutionnaire italien, auquel, pour une certaine période, les Brigades rouges elles-mêmes n'ont pas échappé.

Le problème n'est naturellement pas de nier la signification que revêtent certaines situations d'avant-garde dans l'ensemble du mouvement de classe, mais d'en établir une appréciation, pour ainsi dire, objective. C'est-à-dire qui soit dimensionnée à leur réelle incidence dans l'affrontement social général.

**Mars 1984, Brigades rouges
pour la construction
du Parti communiste combattant
(à suivre).**



Les cellules révolutionnaires concluent...

Ce qu'un mouvement signifie dans la conscience de ses partisans et le rôle objectif qu'il a réellement dans l'histoire, n'est pas obligatoirement la même chose. Le mouvement pour la paix — du fait de sa composition et ses structures — a depuis toujours hésité entre radicalisation et intégration et est parvenu enfre-temps à un point décisif. Car, autant les motivations des individus qui y adhèrent sont peut-être justes, aussi en partie insouciantes, autant ce que le mouvement dans son ensemble laisse comme héritage en tant que force politique, même une fois les missiles installés depuis longtemps, va bien au-delà de sa raison d'être immédiate et de son but ouvertement déclaré, et contient en soi le danger que ce ne soit pas les Pershing II, mais bien la gauche radicale et des contenus centraux qui soient sacrifiés dans la compréhension qu'on avait d'eux jusqu'à présent.



Ceci n'est pas contraire au fait que, depuis le début, il y ait eu des groupes minoritaires au sein du mouvement qui ont essayé au travers de l'affirmation d'espaces d'agitation autonomes de tenir le dérapage vers des formes de protestation conformes à la volonté de l'Etat. Les contre-manifestants de Krefeld, les femmes qui ont pénétré et ont pu occuper un moment le terrain militaire de Hunsrück, les nombreux groupes d'initiatives pour la paix qui n'ont pas compris les actions de blocage comme une simple forme de jeu théâtrale et ont tenté sérieusement de saboter et d'empêcher les menées de guerre — tous ont représenté l'espoir d'une radicalisation massive qui s'attaque réellement aux racines du système, qui ne se laisse pas aveugler par la peur de la guerre, mais qui comprenne le danger nucléaire comme la conséquence dernière des stratégies d'exploitation et d'extermination menées par son propre impérialisme, qui se reproduit réellement à tous les niveaux et ne nous place pas seulement en position de victimes, mais aussi continuellement en position de complices.

Le combat contre le « surarmement » — s'il avait été véritablement sérieux — aurait dû remettre en question les fondements et les légitimations du système. C'est justement pour cela qu'il apparaissait comme prédestiné à devenir le médiateur et le lien entre les mouvements sociaux, écologistes, féministes et autres parties de la société, partialisés et isolés les uns des autres, de les unir et de les potentialiser. Apparemment cela fut un paralogisme. Au lieu de développer le rapport impérialiste entre l'armement et la crise, la mise dans le tiers monde et les restructurations sociales, le sexisme et le racisme etc., et ainsi d'ouvrir de nouveaux fronts sur toutes ces nouvelles lignes de démarcation, c'est justement le contraire qui s'est passé.

Les gens se sont retirés de tous les domaines de la société et se sont concentrés et organisés par rapport au « danger principal ». La menace surdimensionnelle n'a pas fait s'aiguiser le regard sur les causes et les rapports, mais a laissé croître la peur et le déses-

testation contre le stationnement, des expériences individuelles que personne ne peut leur reprendre. Des expériences fondamentales pas seulement par rapport au pouvoir, à sa puissance, son arrogance et sa violence, mais aussi par rapport à soi-même, à son propre rôle social, à son rapport aux autres. Dans ces parties du mouvement pour la paix, un potentiel de résistance s'est cristallisé dont la signification se montrera dans les prochaines confrontations. Et quand le ministre de l'Intérieur dit bien fort ses craintes de voir le noyau militant du mouvement pour la paix devenir une « nouvelle génération terroriste », il ne dit pas cela simplement pour des raisons de propagande, mais parce qu'il a compris que l'institutionnalisation de la protestation a échoué sans appel.

Cependant, on ne peut nier que les parties du mouvement pour la paix qui ont théorisé et attaqué pratiquement le rapport entre « surarmement » et impérialisme, sont restées minoritaires constamment. Dans sa majorité, le mouvement pour la paix ne veut rien savoir de cela. Au contraire. L'analyse du monde à partir des catégories de la lutte des classes est recouverte par un dualisme apparemment moral, qui ne distingue pas entre le bas et le haut, mais entre le bien et le mal. On redécouvre cet idéal pourtant vieux comme le monde, qui est en même temps extrêmement dangereux, parce qu'en fin de compte, il capitule toujours devant les conditions matérielles. L'idéal de l'homme bon comprend les contradictions de classes comme l'expression de l'erreur humaine et espère leur résolution par une « rénovation » morale globale, tandis qu'il voit, derrière la confrontation et le combat à la base, les mêmes instincts agressifs que dans les stratégies impérialistes globales et destructrices de l'humanité. Dans cette perspective, la paix ne peut être que le résultat d'un « désarmement personnel » et d'un « réarmement moral » massif, et en aucun cas le résultat possible d'un développement où l'on combat pour la fin des conditions d'oppression et d'exploitation. C'est là que trouve son origine l'argument des plus minces affirmant que l'on doit d'abord se prendre en main moralement pour pouvoir militer de manière crédible pour la paix. Il s'agit d'ouvrir ses mains pour prier afin qu'elles ne se transforment pas en poings.

Dans cette conception du monde morale et religieuse, l'engagement pour la paix et pour la lutte des classes deviennent antagonistes, parce que le fait même de combattre est devenu le problème contre lequel on s'est rassemblé. Le mouvement pour la paix dans sa majorité ne veut pas exacerber et assumer les contradictions, mais seulement s'en débarrasser. Il cherche des oasis de paix dans un monde plein d'oppositions criantes. La communauté pour la paix n'est pas seulement sur la défensive face à la menace atomique. Elle est en même temps soumise à cette vision d'un tout, d'un monde idéal, qui s'effondre dans la réalité.

Bien sûr cela n'empêche pas que beaucoup de gens ont fait, dans la pro-

Peut-être qu'à partir de cet énorme besoin d'harmonie, s'explique ce mélange à peine croyable entre la peur manifeste et l'inconscience tout aussi manifeste que l'on rencontre dans les manifestations du mouvement pour la paix. Peut-être que l'on trouve là la raison de la contradiction visible existant entre les couleurs dramatiques avec lesquelles on peint les conséquences d'une guerre nucléaire et le caractère naïf et pénétrant de ses formes d'action. Les gestes d'humilité et la volonté de sacrifice, la religiosité et le zèle missionnaire, le vide intérieur, et même le peu de profondeur que l'on voit dans les fêtes pour la paix — tout cela constitue des indices que la protestation contre les missiles doit être avant tout comprise comme **pacification intérieure**, comme volonté de désamorcer la « bombe à retardement » que peut constituer chacun ?

On ne peut vraisemblablement pas dire exactement si la dépolitisation et le moralisme du mouvement pour la paix ont constitué la condition ou le résultat de la montée et de l'influence grandissante des Verts, des églises, des communistes et socialistes traditionnels et, finalement, des apôtres de la social-démocratie — qui aurait permis avec autant de détermination le stationnement des missiles si elle avait encore été au pouvoir. De même, on peut leur faire à eux tous le reproche de ne pas s'opposer à l'atmosphère bon enfant au sein du mouvement pour la paix, mais, au contraire, de la cultiver et de l'utiliser pour imposer leur conception sans imagination de l'élargissement, voyant dans la seule montée d'un mouvement le signe de sa force. Cependant, ni ce reproche, ni la énième version de « *qui nous a trahi* », ni la critique réelle et absolument nécessaire à la clique des dirigeants, aux contrats avec l'Etat et aux « *directions en place* » ne répondent à la question de savoir si l'élément fondamentalement conservateur au sein du mouvement pour la paix n'a trouvé une telle résonance que parce qu'il n'était pas confronté à un mouvement et une culture de classe, ou si, aujourd'hui, du fait de la spirale de la menace s'aggravant sans cesse, de larges couches de la population ne peuvent être gagnées qu'avec une conception morale et religieuse. Et si, vraiment, le « *principe espoir* » s'exprime de moins en moins par rapport à l'homme et à ses capacités de faire changer les conditions existantes, donc à la lutte des classes, mais au contraire attend « *le salut et le bonheur* », au-delà des conditions matérielles, d'un « *retournement moral* », niant l'opposition des classes et pactisant avec le pouvoir. La renaissance mondiale des religions, des sectes, des mythes et des mystères pourrait en constituer un indice.

Mais l'arrière-plan de ce phénomène n'a rien de mystérieux. « *La religion est le soupir de la créature opprimée* » écrit Marx.

Les administrations au pouvoir crachent continuellement des études globales de fin du monde et des scénarios de catastrophes, rien n'est dissimulé, masqué, épargné. Jamais un système n'a tant fait connaître, de lui-même, de manière ouverte et offensive, les conséquences dévastatrices et exterminatrices de sa domination. Et jamais aucun système n'a ainsi propagé dans le peuple, de lui-même, sans aucune censure et avec constance, les preuves de son caractère menaçant et surdimensionnel. La conjoncture transformée en peur et en terreur est le fruit d'une méthode, d'un calcul froid du pouvoir, elle constitue une arme. Ainsi, les missiles ne sont pas implantés en douce, comme l'ont été durant des générations les différents systèmes d'armes, mais imposés, dès avant que leur fabrication ne soit terminée, par tous les canaux de la com-

munication sociale. Des négociations sont mises en scène pour maintenir sans cesse sur le feu cette question brûlante : « *Les stratèges politiques attendent de bonnes conditions pour imposer leur décision, du fait que le contenu concret des négociations reste certes secret, alors que la négociation et le but sont portés à la connaissance de l'opinion publique de manière offensive, ceci afin que les victimes et les mesures collectives qui pourraient s'avérer indispensables, soient acceptées sur le plan intérieur* » (tiré de : « *La sécurité occidentale — nouvelles dimensions et nouvelles tâches* »).

Comme l'impérialisme ne peut pas empêcher la protestation contre l'escalade militaire, il emploie tous les moyens pour l'orienter dans son sens et pour retourner la peur légitime de la guerre en « *psychose de masse* », qu'il peut mobiliser dans l'intérêt des projets qu'il veut imposer dans l'avenir.

Pour cela, la peur de l'armement nucléaire n'est pas dénoncée comme sans objet ou paranoïa. Ce que nous dénonçons, c'est sa manipulation du pouvoir.



Ce que nous dénonçons, ce sont toutes les tentatives d'éveiller et de maintenir une atmosphère de catastrophe, qui laisse les mains libres au régime pour imposer le projet impérialiste à l'intérieur. Dans l'ombre de la « *menace de destruction* », le « *tournant* » est amorcé, la désagrégation de l'Etat-providence est poursuivie, les jalons d'une nouvelle politique de la pauvreté, de l'expulsion et de la destruction sont posés. Les stratégies de guerre se frayent un chemin, en présentant les conséquences de la crise comme le moindre mal et le sacrifice nécessaire qui doit être consenti pour éviter une catastrophe bien plus importante.

L'utopie d'une société libre est sacrifiée à une morale politique dont la seule valeur est la survie physique de l'humanité.

Ce que nous dénonçons, c'est la tentative d'attiser par la propagande, une atmosphère de fin du monde pour graver dans l'esprit de l'individu social son impuissance et sa dépendance absolue. Le sentiment d'une menace énorme devient le fondement de la légitimation pour l'Etat impérialiste dans la mesure où les « *solutions* » n'apparaîtront plus comme solutions contre les classes dominantes, mais au contraire avec elles. Plus la crise sera exécutée avec brutalité, plus grande sera l'armée des petits stratèges zélés de la politique et militaires qui offriront aux puissants de ce monde les conseils pour pouvoir faire encore mieux. Sur tous les canaux, le dialogue avec le pouvoir est

repris, l'espoir est mis dans le parlere, les ministères, les députés, et même dans l'appareil de sécurité, et l'on oublie ainsi que « *le rapport du mouvement d'émancipation à la politique ne peut être un rapport de participation, mais seulement de destruction* » (Agnoli).

Et, finalement, ce que nous dénonçons, c'est toute tentative d'utiliser le mélange d'atmosphère d'apocalypse, de désir nostalgique et abstrait de paix et de manque de concept social, si caractéristique du mouvement pour la paix, pour donner la légitimation d'une base de masse à des revendications et des buts tout à fait différents. L'entraînement à la soumission au pouvoir, le dressage à la non-violence, la contrainte à se plier au consensus de groupe, tout cela n'est pas si innocent qu'il y paraît au premier abord. Le sentiment de supériorité morale qui y est ancré pourrait se révéler, en relation avec la peur toujours ravivée de destruction totale, comme un mélange explosif qui développe sa force dans de toutes autres constellations. La frontière entre le zèle missionnaire et la mentalité de croisé est mince, c'est bien

calcul politique. Il repose sur le « *compromis historique intérieur* » qui devrait être conclu au nom de « *l'intérêt supérieur du maintien de l'espèce* » (Bahro) et au nom duquel, en tant que précurseurs et garants, les dirigeants du mouvement pour la paix bloquent à la base et concluent des traités au sommet — tout à fait comme si le renoncement aux missiles pouvait être négocié contre l'offre de la collaboration sociale. Lorsque Robert Jungk prétend que celui qui dit « *plus jamais la guerre* » devrait dire aussi « *plus jamais la guerre civile* », il pose la véritable alternative historique : socialisme et barbarie, guerre civile ou génocide. Ce n'est pas ainsi que l'on empêche les guerres impérialistes, bien au contraire : on contribue ainsi à la paix intérieure qui est l'une de ses conditions essentielles.

Cependant dans la discussion paralysante sur le problème de la violence, ce qui risque de disparaître, c'est que le « *compromis historique* » n'est en fait que le véhicule utilisé pour imposer de tous autres objectifs.

Les organisations au sein du mouvement pour la paix veulent « *faire leur beurre* » sur le dos de celui-ci. La critique au « *surarmement* » dépasse de loin le problème des missiles et va vers la perspective d'une Europe superpuissante et non alignée. Si les puissances hégémoniques veulent la guerre et nous donc la paix — c'est la logique fatale — alors nous devons être suffisamment forts pour amener les autres à la raison. « *Nous devons hélas devenir nous-mêmes tout aussi dangereux pour garantir la paix* » : c'est ce que Manes Sperber a compris des perspectives du mouvement pour la paix du point de vue français, lorsque le prix Nobel pour la Paix lui a été remis. Est-ce par légèreté que des gens comme Bastian et Petra Kelly n'ont pas réagi contre cela ou est-ce le fait d'un accord tacite ?

Et comme en Europe rien ne se fait sans toucher à la « *question allemande* », le problème de la réunification a été posé aussi à gauche. Dans l'intérêt du désarmement, on développe la fiction d'un nationalisme allemand « *progressiste* », un nationalisme au nom duquel non seulement deux guerres sanglantes ont été déclarées, mais aussi une solution finale, un holocauste ont été organisés et au nom duquel le mouvement pour la paix, en tant que sa future victime, organise aujourd'hui des manifestations théâtrales représentant des massacres. Paradoxe de l'histoire.

La légende d'une Europe « *otage* » et le slogan de « *l'Allemagne occupée qui risque d'être broyée entre les superpuissances, les USA et l'URSS* », ne contribuent pas seulement à banaliser l'impérialisme ouest-allemand et ouest-européen. Ils servent aussi aux stratèges verts et aux sociaux-démocrates à justifier la politique pour une Europe et une Allemagne souveraine, dont la base matérielle n'est même plus remise en cause : « *Nous nous efforçons de mener notre propre politique européenne. Si cela constitue une alternative concrète, alors je dis oui, je la soutiens. Je la soutiendrais aussi si elle était purement et simplement capitaliste* » (Dan Diner, SB).

Ce qui caractérise le capitalisme pur et simple, c'est l'expansionnisme qui lui est aussi indispensable que le « sel dans la soupe ». Le capitalisme pur et simple ne s'arrête pas aux frontières de l'Etat national. Il doit aller à la chasse aux profits et donc franchir constamment ses frontières. Le capitalisme pur et simple a peu de choses communes avec la paix, mais, au contraire, beaucoup avec l'impérialisme et la guerre.

Cela vaut dans une mesure croissante pour le capital ouest-allemand dont le renouveau s'est effectué de manière seulement idéale à partir du postulat apparemment progressiste du « *dé-*

connu. Le danger n'est pas tant que le mouvement pour la paix laisse derrière lui résignation et désespoir, mais plutôt qu'il devienne le catalyseur d'une programmation politique qui transforme ses intentions originelles jusqu'à les rendre méconnaissables.

Les organisations au sein du mouvement pour la paix ont bien montré combien le sentiment de menace peut facilement se transformer et être mobilisé contre les « *troubillons* », dans leur réaction contre le spectre militant et autonome — surtout après Krefeld. La rage et la hargne manifestées du côté de l'Etat contre les « *casseurs* » en blousons de cuir, n'est que l'aspect terrible, le revers de l'idéal de l'homme bon. Il peut y avoir des motifs personnels et aussi de bonnes raisons qui font qu'il apparaît faux dans certaines situations de recourir à la violence pour poursuivre ses buts.

Mais quand le refus de la violence est élevé au rang de principe inviolable où le bien et le mal sont opposés, il ne s'agit plus d'arguments, mais de soumission et d'obéissance. Par leur distanciation et leur dénonciation, les fonctionnaires du mouvement pour la paix ont clairement montré une chose : c'est qu'ils ont compris et utilisé le principe auquel ils se sentent liés, depuis longtemps comme un instrument de pouvoir sur l'ensemble du mouvement pour la paix.

Evidemment il y a derrière tout cela moins un problème de morale que de

passement du système des blocs ». Le glissement des forces au sein du camp impérialiste s'exprime dans la revendication d'un nouvel ordre guerrier. Il faut consentir au capital ouest-allemand sa part du gâteau dans l'exploitation mondiale, correspondant à son poids économique. « *Le non alignement* », propagé de manière efficace au sein des masses au nom de la paix, apporte de l'eau au moulin de ceux qui espèrent d'une Europe occidentale « neutre », une marche de manœuvre pour une tendance impérialiste plus flexible.

Nous avons déjà dit que la concurrence interimpérialiste passe après les intérêts stratégiques globaux des États de l'OTAN. Une Europe « non alignée » n'est en aucun cas neutre. Cela ne signifie pas qu'elle se sépare du bloc occidental et donc un affaiblissement du camp impérialiste, mais bien plutôt le doublement de sa puissance. La révision de Yalta, qui est propagée par tous les partis politiques, vise à la fin de la division de l'Europe pour la rassembler sous le drapeau occidental. Cela ne vise pas à la réalisation d'une Europe « dénucléarisée », mais à une Europe capitaliste de la Pologne au Portugal.

Celui qui parle aujourd'hui de « patriotisme de gauche » et tente de mobiliser le mouvement pour la paix pour une Europe « non alignée », sans chercher à comprendre ses structures politiques et économiques, ne doit pas s'étonner s'il en ressort un mouvement national — chauviniste qui, consciemment ou non, se meut dans les eaux troubles de la politique de déstabilisation impérialiste.

Le mouvement pour la paix ne peut être, il faut qu'il soit résolument anti-impérialiste, sinon il favorise le développement d'émotions nationalistes dont seuls les puissants profitent. Pourquoi les Verts demandent-ils, dans une tolérance parfaite, « le désarmement à l'Est et à l'Ouest », au lieu de s'opposer résolument au mythe de la menace de l'Est qui a toujours servi de légitimation à l'armement occidental ? Pourquoi ne prennent-ils pas ombrage que leurs initiatives pour un rassemblement spirituel du mouvement pour la paix à l'Ouest avec le mouvement « indépendant » à l'Est, de même que leur action sur l'Alexanderplatz ou leur solidarité sans condition avec « *Solidarnosc* » et la « *Charte 77* », recueillent toujours les applaudissements du mauvais côté ? Et pourquoi ne peuvent-ils pas parler de l'impérialisme US, de Grenade, sans citer dans le même temps les saloperies commises à l'Est. Par la mobilisation du ressentiment anti-américain et anticommuniste, on peut facilement obtenir des majorités en RFA. Ce n'est pas une preuve de force politique dans le sens de l'émancipation. Au contraire, une « politique européenne » ainsi comprise sert de tremplin à un nationalisme de la libération qui n'a cependant rien de commun avec la gauche et qui trouvera sa base politique là où le patriotisme allemand a toujours eu son origine : dans le camp réactionnaire et d'extrême-droite.

« Le « patriotisme de gauche » ne constitue pas une exception, il est à la mode. Au lieu d'opposer à la rénovation conservatrice venue d'en haut une contre-culture radicale, le mouvement pour la paix navigue dans son sillage. Lorsque les philosophes Verts découvrent « le conservatisme des valeurs » et « l'adieu au prolétariat » pour aller à la pêche dans les réservoirs troubles d'origine « conservatrice », ils doivent d'abord rompre avec leur passé de gauche et lancer par-dessus bord leurs positions fondamentales émancipatrices. Les femmes au sein du mouvement pour la paix remettent en question la légitimité du mouvement féministe, en faisant passer leur combat contre l'oppres-

sion, contre le sexisme et le pouvoir structurel après le grand but commun de la paix. Et quand des parties du mouvement féministe retournent ingénument à des normes et à des comportements féminins, pour voir dans « la nature » de la femme toutes les caractéristiques qui ont trouvé leur correspondant dans le mouvement pour la paix, sous la forme de la volonté de sacrifice, de l'humilité, du refus de la confrontation et du combat, elles favorisent alors la sémantisation biologique de la « féminité » qui avait été depuis longtemps reconnue et comprise comme un produit du pouvoir.

L'implantation sournoise de buts et de contenus réactionnaires sous une apparence progressiste est aussi l'expression et le résultat d'erreurs commises à gauche. Ce n'est pas la droite qui s'est développée dans le mouvement social, mais c'est la crise de la gauche qui a contribué à ce que des incertitudes et des positions existent dont la droite profite en dernier lieu. Ainsi, la vision apocalyptique de la disparition de l'humanité a joué un rôle comme argument contre l'énergie nucléaire dans certaines parties du mouvement antinucléaire. Elle contient en elle un avertissement devant le désastre nucléaire qui détruirait des parties entières de la population. L'appel par la propagande au sentiment global que toute une communauté « abstraite » serait touchée et dont la volonté de survivre passe avant tous les intérêts sociaux et politiques, tout ceci peut donc être utilisé facilement par la droite contre la lutte des classes. Et même dans les groupes radicaux, on a compris l'anti-impérialisme essentiellement comme anti-américanisme, tandis que l'armement des États européens et son importance croissante sur le marché mondial était pratiquement passé sous silence. Sur un tel terreau, la légende d'une Allemagne « occupée » et le « patriotisme de gauche » pouvait prospérer.

DES QUESTIONS PAS DE RECETTES

En ce qui concerne notre critique au mouvement pour la paix, nos conclusions sont claires : nous devons sortir de cette fatale dépendance par rapport aux alliances avec le mouvement pour la paix et ouvrir notre propre front. S'appuyer et s'orienter sur les thèmes et sur les formes de protestation contre le stationnement signifie une limitation politique et pratique qui pourrait faire que ses buts déclarés se transforment en leur contraire. La gauche n'a rien à voir avec la revendication biologique et raciste d'une « Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal ». La seule chance de polariser « l'alliance » et de créer un contre-poids qui empêcherait une transformation du mouvement pour la paix en un « nouveau » nationalisme de la libération réside dans la perspective d'un contre-mouvement autonome qui se libère des limites politiques et du niveau du mouvement pour la paix, qui articule à nouveau le rapport entre la crise et la guerre et qui comprenne sa critique comme une pratique. Les troubles intérieurs, la désagrégation des fondements du pouvoir aux points où il est possible de résister efficacement avec des forces faibles, sont toujours les moyens décisifs contre le surarmement. Tant qu'un mouvement radical de masse n'est pas encore en vue, qui poserait la question du pouvoir par sa résistance aux stratégies exterminatrices impérialistes, il ne nous reste pas d'autres possibilités : notre politique doit continuer à tendre à renforcer la gauche, à la radicaliser et à élargir sa militance.

Elle ne doit pas se limiter à des morceaux de réalité sociale au nom d'un

soi-disant « danger principal », mais elle doit attaquer le système dans sa totalité et tracer les lignes qui relient la crise et la guerre, la paupérisation sociale dans les métropoles et la misère et la destruction dans les pays du tiers monde, le sexisme et le racisme, l'attaque technologique organisée d'en haut et la désertification écologique.

Les conséquences de notre analyse du projet impérialiste pour l'avenir, dépassent en fait tout cela, sans qu'elles nous soient déjà claires dans toutes leurs implications. Nous ne voulons pas donner de réponses alors que nous nous posons nous-mêmes de nombreuses questions :

- Les « nouveaux mouvements sociaux », c'est ce qu'a montré le mouvement pour la paix, se développent en opposition à la lutte des classes, masquent les contenus sociaux et vont essentiellement vers la droite. Ils sont problématiques en tant que seul point d'appui d'une pratique révolutionnaire. L'attitude « rejoignons tous le mouvement », qui pose le problème des contenus et des buts de cette mobilisation, est insuffisante comme critère.

- Les classes opprimées sont certes présentées comme nouveau sujet de transformation révolutionnaire, mais seulement au niveau de l'analyse et pas à celui de la pratique sociale. Là où elles se défendent et combattent, elles développent des formes de résistance qui se distinguent fondamentalement de celles des nouveaux mouvements sociaux. Des émeutes brèves mais dures telles, qu'on les a vues à Brixton et Toxteth, n'ont plus rien de commun avec la politique traditionnelle des grandes campagnes. Ceux qui, à gauche, se réfèrent à ces classes opprimées, doivent réfléchir aux formes d'action et d'organisation de leur propre résistance, s'ils veulent trouver des possibilités de connexion vers « le bas ».

- Devant l'arrière-plan de la suppression du salariat « libre » et de la généralisation de formes de travail et de reproduction qui ne partent plus de la centralisation de la classe, mais qui ont pour but son atomisation et son effritement, la question se pose des conditions de constitution de la conscience et de l'organisation sous des formes nouvelles. L'affirmation que les femmes, les étrangers, ceux qui sont touchés ou menacés par la misère sociale seront les

protagonistes des futurs combats, ne dit pas comment une subjectivité pourra se développer effectivement du fait des transformations des conditions de vie dans les métropoles et quel rôle pourra jouer une pratique radicale de la gauche dans le processus de constitution de la conscience.

- Le tiers monde dans sa totalité ne peut plus être considéré comme sujet historique, à partir duquel des transformations révolutionnaires pourront avoir lieu dans les centres d'accumulation du capital et qui définirait la résistance ici comme « son prolongement ». Les peuples et pays du tiers monde peuvent seulement réaliser des processus partiels de libération de la dépendance économique. La consolidation de ce processus est lié au « combat dans le cœur de la bête » (Che), à la destruction de l'impérialisme dans ses pays centraux. En même temps, l'ère des luttes de libération nationale semble se terminer. Dans les révoltes de la faim et les mises à sac de Sao Paulo, on peut voir que le lien nationaliste entre les élites autochtones et les classes opprimées devient fragile et que le combat commun pour la libération sociale dans les métropoles et dans le tiers monde devient la base matérielle d'un nouvel internationalisme.

- La signification des nouveaux secteurs stratégiques, qui sont à la fois la source d'une accumulation gigantesque de richesses et un instrument de la domination, doit se traduire dans des conséquences pratiques. La question qui se pose est de savoir s'ils vont devenir le lieu central d'attaque pour une stratégie révolutionnaire, si le sabotage peut devenir la forme principale d'action de la gauche révolutionnaire, pour laquelle nous devons acquérir des qualifications et nous organiser.

- La transformation des « démocraties bourgeoises », qui résulte des transformations politiques et économiques, va limiter le champ d'action légal, surtout si les conditions elles-mêmes exigent une radicalisation de la résistance. Le mouvement pour la paix a largement montré que les nouveaux mouvements sociaux ne présentent pas de protection, à l'ombre de laquelle on pourrait organiser l'action militante.

Une gauche radicale, dont l'identité est de rendre possible la résistance, doit se créer ses propres structures de subversion et d'illégalité pour rester imprévisible, inaccessible et invincible. □

A lire

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

Clash
Correspondances Internationales
Rebelles (journal des prisons)
Controinformazione
Il Bollettino
Resistance (Canada), etc.
Subversion n° 1

Des Textes des Brigades Rouges :

- *L'abeille et le communiste*, septembre 1980. Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).
- *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le *Collectif d'information prolétarienne*, publié par *Subversion*).
- *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

Des textes de la RAF

- *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.
- *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine, Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.
- Brochures régulières des « Comités de parents et d'amis des prisonniers ».
- En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).
- Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

Les revues de Documentation Communiste

- *Pour un projet communiste*, texte d'Action Directe
- *Sur l'impérialisme américain*, idem
- *Les Vingt thèses finales*, Brigades Rouges

Un front mondial contre l'impérialisme

La coopération, c'est l'exploitation

Ce que le FMI est pour les banques allemandes, la DEG (Société pour le Développement) l'est pour le capital ouest-allemand. C'est un institut de financement fédéral pour l'aide à l'investissement privé ouest-allemand dans les pays en voie de développement.

Pratiquement inconnue du grand public, la DEG travaille depuis 1982 à Cologne, comme « promotrice de la nouvelle division internationale du travail ». C'est une société à 100% propriété de l'Etat, mais qui, cependant, n'est pas « publique » et ne doit pas rendre de compte. Elle a été conçue sciemment comme Société Anonyme pour « pouvoir travailler selon des principes planifiés, mais loin de toute nationalisation ». La liberté d'entreprise est évidemment la condition première quand il s'agit d'influencer, d'agir dans les pays en voie de développement et de « donner au flux de capitaux internationaux le maximum de liberté ».

L'importance de cette société dans les cercles du capital ouest-allemand et de la politique extérieure et l'économie se reflète déjà dans la composition du Conseil d'administration : Franz H. Ulrich, porte-parole de la Deutsche Bank et Walter Scheel, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien Président de la République.

Cette centrale de l'impérialisme économique ouest-allemand, nous l'avons sortie aujourd'hui de son anonymat, par cette action, soigneusement préservée. Nous avons troublé un peu la tranquillité de son travail et nous lui avons causé, l'un dans l'autre, des dégâts les plus importants possibles.

Les experts de la DEG, de toutes les disciplines, s'ingénient depuis 20 ans à rechercher dans les pays du tiers monde les salaires les plus bas, les temps de travail les plus longs, les zones de production les plus stables pour la production et les conditions politiques. Et ceux qui font l'objet de ces recherches se voient contraints, du fait de la ruine occasionnée par l'ordre économique mondial dominant, d'offrir, à des conditions dérisoires et mortelles, le pays et leur peuple. Si un pays obtient le label « dignes d'y investir », cela signifie qu'il offre la garantie que la DEG a trouvé là, pour les structures spécifiques du capital privé ouest-allemand, les taux de profit maximum. Dans « Le Bulletin pour les investisseurs », les différents pays sont régulièrement prostitués pour les investisseurs potentiels. Et, lors des « voyages pour les chefs d'entreprise », de la DEG, l'objet des convoitises peut être visité, vu l'exploitation inconditionnelle qu'il permet. Même le manque de disponibilité en capitaux des intéressés ne constitue pas un obstacle.

En cas de besoin, la DEG prend des parts de capitaux dans les filiales ouest-allemandes à l'étranger. Rien qu'en 1981, 834 millions de fonds publics ont été prévus pour cela, fonds qui ne doivent être assumés par les investisseurs privés que si leurs affaires « ont réussi, c'est-à-dire si l'entreprise partenaire est rentable ».

Au cours de son activité, la DEG a sponsorisé de cette manière 300 créations d'entreprise et extensions dans 70 pays du tiers monde. Ce sont des firmes, qui dans leur ensemble font la célèbre « capacité économique » de la RFA : la plupart du temps des entreprises moyennes, spécialisées, de l'industrie métallurgique, textile ou électrique qui ne sont pas précédées dans les pays dits sous-développés par une sale réputation de suceur de sang.

Mais ce n'est pas seulement dû à ce réseau complexe et difficilement compréhensible si l'impérialisme économique-allemand n'est pas critiqué sur le plan théorique et pratique, alors même que des géants de l'exploitation et du crime comme Siemens et Volkswagen gardent une apparence bon enfant et honnête. Ce qui est à l'opposé de la réputation des multinationales américaines de même importance, dont les affaires sont toujours facilement associées à l'exploitation, la faim, la misère, la torture et le meurtre. C'est comme si la différence faite par le syndicat au temps du fascisme (« le Front du Travail Allemand ») entre « capital destructeur et capital constructif » s'était maintenue. Le « capital destructeur », ce serait les multinationales, la plupart du temps américaines, qui, c'est connu, marchent sur les cadavres. Le « capital constructif », au contraire, serait représenté, dans la version « partenaires sociaux », par les entreprises allemandes, qui aurait pour tâche de « créer et d'assurer l'emploi », de rendre notre économie compétitive sur le marché mondial et d'assurer grâce à cela le bien-être général. Naturellement, il y a aussi des profits de réaliser, mais « pas de profits malhonnêtes ».

Sur cet arrière-fond, on peut comprendre le nationalisme économique-allemand dans sa spécificité. On comprend :

- pourquoi les luttes ouvrières des années 69-74 ont dû être menées sous la forme de grèves sauvages contre les syndicats aussi ;
- pourquoi par exemple la faillite du Brésil peut être regrettée sans que les noms de Volkswagen et Siemens soient prononcés.

Et pourquoi une institution impérialiste comme la DEG peut être totalement occultée de la conscience publique.

Ho et Che nous ont fait comprendre que la meilleure contribution à la solidarité internationale était la lutte de classe dans son propre pays. Dans ce sens. □

Les cellules révolutionnaires

En solidarité avec les occupants du consulat turc

Dans notre précédent numéro, nous avons annoncé l'action par laquelle les Cellules révolutionnaires de RFA apportaient leur soutien aux camarades turcs de Dev Sol qui passaient en procès pour l'occupation du consulat de Cologne, en 1982. En voici le communiqué de revendications.

Tous ceux qui sont poursuivis ou exilés l'apprennent de nouveau dans cette crise : ils ne sont pas hors de

danger parce qu'ils ont réussi à échapper aux sbires, aux tortionnaires et aux bourreaux de leurs pays. Tant qu'un homme constitue un gibier, s'il n'a pas les « papiers qu'il faut », tant que des lois toujours plus tortueuses et des règlements inexplicables abolissent le droit à l'existence, un exilé ne sera jamais et nul part en sécurité.

La RFA met cela en pratique de la manière la plus cruelle et la plus systématique. « La guerre des papiers est devenue devant nos yeux à tous, pour les étrangers et ceux qui recherchent un asile une question de vie ou de mort, une guerre sombre et bureaucratique, pernicieuse et secrète, mais tout aussi sanglante et brutale que toute autre guerre. » (S. Seidel, TAZ, 3 février 1984.) Et seule une partie extrêmement réduite des victimes de cette guerre sale est connue. Mais tout le monde en connaît les responsables : les partis et les ministères qui multiplient les pièges légaux, la police, les services des étrangers et les services secrets, les tribunaux, Zirndorf, qui travaillent main dans la main avec les ambassades et les consulats des pays d'origine pour mener cette chasse à l'homme.

« La RFA est depuis le putsch en Turquie et en raison des multiples liens

existant avec les travailleurs immigrés ici, le pays d'exil préféré pour les opposants turcs. Au plus tard depuis le putsch, l'ambassade turque à Bonn et tous les consulats ont été intégrés au service secret turc, le MIT, dont le travail consiste à trouver et observer les opposants politiques en fuite. Ils utilisent pour cela toute une armée de mouchards qui le sont de leur plein gré ou après un chantage. Les déclarations de Zimmermann sur la bonne collaboration policière avec la Turquie n'est certainement pas une exagération, plutôt le contraire. » (Tiré de « Extras, Altun et les autres ».)

L'attentat contre le consulat turc à Cologne et plus spécialement contre ses archives, un an après l'interdiction de Devrimci Sol et Halk Der est l'expression visible et « audible » de notre solidarité avec les occupants turcs et kurdes du Consulat et en même temps un avertissement au tribunal qui ose rendre un jugement sur la légitimité de la résistance révolutionnaire contre la situation fasciste en Turquie.

Encore une chose : il est grand temps d'organiser des réseaux, comme le font les « passeurs autonomes » à Berlin, pour protéger de l'arrestation, les étrangers qui arrivent. Comme cela se fait aux USA, où les églises et les syndicats sont vidés pour accueillir les réfugiés salvadoriens et pour les mettre sous la protection de ces organisations. Et comme le propose Seidel : « Protéger ceux qui viennent pour demander l'asile parce qu'ils sont menacés de mort, du rapt de la justice. Les cacher chez nous et organiser leur fuite. » Pendant la guerre du Viêt-nam, nous avons organisé la fuite pour les GI'S. Renouons avec cet internationalisme, tant que le combat contre l'expulsion et la détention n'a pas été gagné. □

Les cellules révolutionnaires





Communiqués de Red Guerrilla Resistance

Cette nuit nous avons attaqué l'appareil militaire « israélien » en faisant sauter le quartier général de l'Israel Aircraft Industry (I.A.I.) à New York.

Il y a trente-six ans, Menahem Begin envoyait les forces de l'Irgun massacrer 250 Palestiniens, hommes, femmes et enfants à Deit Yassin. Génocide pavant littéralement le chemin pour l'établissement de l'Etat sioniste un mois plus tard. Trente-six ans après, Begin est un vétéran de la politique respecté et son parti fasciste l'Herut contrôle le gouvernement d'Israël.

Aujourd'hui, l'image identique qu'ont les USA et « Israël » du « grand Israël » et du Moyen-Orient complètement dominé, a tremblé devant la forte résistance des peuples palestiniens et libanais.

Les accords de Camp David, le projet impérialiste et sioniste de contrôle de la région a reçu un sérieux coup de la part des forces progressistes du Liban. « Israël » a vu que les forces de la guérilla libanaise et palestiniennes non seulement, ont résisté pendant l'invasion du Liban en 1982, mais continuent à résister dans le Liban occupé, dans la Bande de Gaza et en Palestine occupée. Cette nuit, nous agissons en solidarité avec ces combattants courageux dont le but est la libération de leur peuple.

L'I.A.I. est un élément clé de la machine de guerre « israélienne » et est soutenue directement par le gouvernement israélien. Ils sont les clients et les protégés des USA qui leur ont fourni les F15 et les F16 utilisés lors des bombardements massifs de civils à Beyrouth en 1982. L'I.A.I. produit le KFIR, les patrouilleurs Dabar et Davasa et la plupart des systèmes sophistiqués d'armement utilisés par l'armée « israélienne ». Le Congrès et l'administration Reagan viennent d'attribuer à Israël 350 millions de dollars pour permettre à l'I.A.I. de produire une série d'avions de combat fabriqués en Israël. C'est la première fois que les USA ont ouvertement donné à un autre pays la possibilité de devenir militairement autonome. Israël, comme l'Afrique du Sud sera ainsi immunisé contre l'impact d'éventuelles sanctions internationales.

L'I.A.I. occupe une place essentielle dans l'armement des gouvernements fascistes à travers le monde. Quand les admonestations et les pressions internationales ont forcé les USA à ne plus livrer d'armes à Somoza au Nicaragua et aux dictatures militaires au Guatemala dans les années 70, Israël est passé outre en livrant les patrouilleurs et les avions pro-

duits par l'I.A.I. Quant l'Afrique du Sud a besoin d'avions de combat, les USA envoient par bateaux des avions à « Israël » où l'I.A.I. les arme et les transfère en Afrique du Sud. L'histoire de l'I.A.I. est la preuve accablante de la violence réactionnaire de deux régimes colonisateurs, les USA et Israël.

Notre mouvement doit être clair sur la nature du sionisme et sur les moyens de s'y opposer.

Le sionisme, c'est le racisme. L'essence du sionisme est le colonialisme caractérisé par le vol de la terre, le génocide des Palestiniens et du peuple arabe, et prônant la suprématie de la race blanche. Ceci fut démontré à Deir Yassin, à Beyrouth et dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. En parallèle au terrorisme d'Etat officiel, le nombre d'escadrons de la mort illégaux, composés de colons/soldats responsables des attaques récentes sur les Palestiniens à l'université de Bir Zeit et à travers la bande Gaza ne cesse d'augmenter. T.N.T., l'équivalent « israélien » de la Ligue de Défense Juive américaine a autant d'escadrons de la mort qu'au Salvador ou au Guatemala. Parce que le sionisme est basé sur la suprématie blanche, les sionistes entretiennent activement le racisme envers les peuples du tiers monde, même dans ce pays. Il n'existe peut-être pas de meilleur exemple que celui d'Ed Koch, le maire de New York dont la haine virulente à l'égard des Palestiniens et du peuple arabe n'a d'égal que son racisme envers les Noirs et les Latino-Américains.

Le sionisme est un mouvement international basé aux USA

Le mouvement sioniste international prend d'innombrables formes d'organisation, qui maintiennent l'existence d'Israël à travers une émigration massive de colons, un transfert massif d'argent et une campagne intensive de propagande. Le mouvement sioniste essaie de cacher la véritable nature de l'Etat israélien en invoquant les horreurs de l'holocauste perpétré par les fascistes européens et à travers les caractérisations racistes des peuples palestinien et arabe. Le sionisme avide d'antisémites tels que Jerry Falwell, Richard Nixon et Ronald Reagan prouve bien que le sionisme est plus une question de politique et de pouvoir que de religion.

Les USA et Israël admettent ouvertement leur unité stratégique. C'est une unité basée sur la domination impérialiste du Moyen-Orient et un objectif commun de destruction des forces progressistes dans cette région. Leurs diver-

gences ne sont que tactiques. Quand Israël n'a plus pu assurer l'occupation de tout le Liban, les USA sont intervenus et ont autorisé Israël à se retirer. Maintenant que les USA ont été contraints de se retirer, « Israël » se démène pour obtenir le partage du pays et pour maintenir le parti fasciste phalangiste au pouvoir. Le nouvel avion de combat « israélien », l'aide militaire massive des USA à Israël (donnée et non prêtée), l'engagement de l'I.A.I. et des militaires « israéliens » dans la force de déploiement rapide US sont les récompenses accordées pour « qu'Israël » étende encore plus son rôle militaire dans la région.

Israël fait partie du système impérialiste US

Il n'y a pas de réponse au problème du Moyen-Orient. La solution réside dans la mise en place d'un Liban laïque et démocratique comme le souhaite l'OLP. C'est la solution anti-impérialiste soutenue par les forces progressistes dans le monde entier. Seuls le racisme et la collaboration implicite ou explicite avec le sionisme ont empêché le mouvement anti-impérialiste de s'exprimer et d'agir plus alors que la marine US bombardait Beyrouth et que le Congrès votait pour financer encore plus l'agression militaire « israélienne ».

Les faiseurs de guerre impérialistes américains ou « israéliens » ne doivent pas se sentir à leur aise dans ce pays ou dans n'importe quel autre pays du monde. La récente action exemplaire des Brigades Rouges qui ont exécuté Leamon Hunt, le représentant US de Camp David dans le Sinaï, prouve bien que

l'Europe n'est pas sûre pour les faiseurs de guerre. Nous espérons que notre action de ce soir contribuera à construire le mouvement qui combattra le sionisme comme faisant partie intégrante de notre lutte contre l'impérialisme US.

Si nous voulons arrêter la guerre impérialiste, nous devons être prêts à nous sacrifier et à nous battre. Ce serait se tromper amèrement soi-même que de croire que les politiciens peuvent parvenir à la paix alors que la classe dirigeante américaine veut la guerre. Nous devons exiger plus de nous-mêmes, nous devons tirer une grande force de celle des peuples palestiniens et libanais. En 1982, il semblait que le Mouvement National Libanais et l'OLP avaient été détruits lors du siège de Beyrouth. Maintenant, après une lutte acharnée dans les pires conditions, les défaites se sont transformées en victoires récentes du Mouvement National Libanais et la consolidation des forces révolutionnaires à l'intérieur de l'OLP. La lutte armée et la résistance des masses sont des armes puissantes entrées dans les mains des opprimés. Nous aussi devons nous en servir.

**Victoire pour le peuple libanais !
Longue vie au Mouvement National Libanais !
Victoire du peuple palestinien !
Longue vie à l'OLP !
Construisons le front international de guérilla contre l'impérialisme !
Construisons le mouvement de résistance révolutionnaire ! Mort à l'impérialisme et au sionisme !**

avril 1984.



Red Guerilla Resistance

Nous dédions cette action à Carroll Ishee, anti-impérialiste nord-américain mort en combattant aux côtés du *Front Farabundo Martí de Libération nationale* d'El Salvador. Son engagement, sa volonté de prendre les armes comme allié du peuple salvadorien est un exemple pour l'ensemble de notre lutte. Pour honorer la mémoire de Carroll Ishee, nous devons reprendre son arme, construire une résistance militante et combattre pour infliger une défaite sur tous les fronts à l'impérialisme américain.

Companero Carlos Esta, présente !

Cette nuit, alors que les militaires américains se préparent pour les manœuvres *Ocean Venture 84*, nous avons attaqué le Club des Officiers aux chantiers navals de Washington. Nous concevons cette action comme une partie de notre campagne de résistance active aux impérialistes américains, afin de porter la guerre chez les fauteurs de guerre. Nous agissons en solidarité avec la nation révolutionnaire du Nicaragua, la lutte de libération nationale du peuple salvadorien conduite par le FMLN/FDR, la lutte révolutionnaire pour l'indépendance et le socialisme de Puerto Rico, et avec toutes les justes luttes pour l'autodétermination des peuples des Caraïbes et d'Amérique latine.

Ici, aux chantiers navals de Washington, des officiers de haut rang contribuent au plan *Ocean Venture 84*. Ils se rencontrent au Club des Officiers pour se relaxer, échanger des histoires et rêver de carrières faites d'invasion de La Grenade, de bombardements du Liban et de blocus du Nicaragua. Pour ces hommes, le génocide est l'échelle qui leur permet d'atteindre le succès. Par leurs

actions, ils se font les ennemis des peuples du monde et la cible des forces révolutionnaires. Tant en Amérique centrale qu'au Moyen-Orient ou que dans d'autres parties d'Europe, les militaires américains sont attaqués. Ils se cachent derrière des barricades ou restent éloignés en mer sur leurs bateaux. Ils retournent aux Etats-Unis pour se reposer, récupérer et être adulés par un gouvernement réactionnaire et une société de plus en plus militarisée. Nous devons leur supprimer la sécurité d'une base de repli et leur faire savoir qu'ils sont des ennemis partout où ils vont. Leur Club d'Officiers ayant disparu, qu'ils aillent se cacher dans leurs foyers.

Ocean Venture 84 est la plus importante d'une série de manœuvres militaires américaines. Les militaires amèneront au total 33 000 hommes ; leurs troupes effectueront des débarquements et des bombardements de Vieques et de Puerto Rico [Voir le dossier du numéro 1 de *l'Internationale*, N.d.t.], faisant une fois encore de Puerto Rico une colonie ouverte. Les manœuvres militaires se multiplient. *Ocean Venture 84* amasse troupes US et armements dans les Caraïbes, permettant d'entraîner et de diriger des troupes sur le terrain et dans le climat de la région. En 1982, *Ocean Venture* était un banc d'essai pour l'invasion de La Grenade. Maintenant, alors que débute cette guerre factice, l'administration discute ouvertement des plans d'invasion de l'Amérique centrale. L'objectif d'*O.V. 84* pourrait difficilement être plus clair. La stratégie impérialiste de contre-insurrection et de guerre larvée n'a pas suffi à stopper la marche inexorable vers la liberté et la libération de la région, aussi un travail de préparation est-il effectué pour permettre une intervention plus directe et prolongée des troupes américaines. Le Honduras est

devenu un Etat de garnison ; la CIA a commis un acte de guerre en minant les ports du Nicaragua ; les conseillers américains conduisent des assauts militaires aériens contre les forces révolutionnaires d'El Salvador ; les Etats-Unis développent les bases par lesquelles ils occupent Puerto Rico. Le gouvernement US, habitué à dominer d'autres nations, n'hésite même pas à abroger la loi internationale et intervient contre le droit des nations à l'autodétermination.

Pendant des années, les habitants des îles de Puerto Rico, de Culebra et de Vieques ont combattu les attaques navales US contre leurs îles, attaques qui blessent ces îles de cratères de bombes, menacent de détruire l'industrie du poisson et jettent les habitants à la rue. Dans les années soixante, des luttes déterminées repoussèrent la Marine, puis Vieques devint le nouvel objectif de ces « jeux » de génocide. En 1979, le camarade Angel Rodriguez Cristobal, révolutionnaire portoricain et dirigeant de la *Liga Socialista Puertorriquena*, fut arrêté lors d'une manifestation du peuple de Vieques contre la Marine US. Le 11 novembre 1979, il fut assassiné par le gouvernement américain alors qu'il était emprisonné à Tallahassee, en Floride. En honneur à sa mémoire, nous nous engageons à continuer de combattre en solidarité avec la lutte pour l'indépendance de Puerto Rico et pour le socialisme. Nous exprimons notre soutien au mouvement clandestin armé portoricain, aux prisonniers et aux prisonniers de guerre portoricains.

Les Etats-Unis ont hésité à déployer leurs troupes d'infanterie en Amérique centrale parce qu'ils se souviennent de la défaite infligée à celles-ci par la guerre du peuple du Viêt-nam et parce qu'ils ont besoin d'une base d'appui plus solide chez eux pour mener la guerre impéria-

liste. Mais ils ont fait le premier pas vers une intervention plus importante en envahissant La Grenade malgré la condamnation mondiale. Maintenant, les Etats-Unis franchissent une nouvelle phase dans l'agression contre le Nicaragua et El Salvador. Les peuples d'Amérique centrale font revivre la stratégie révolutionnaire anti-impérialiste de « Deux, trois, de nombreux Viêt-nam », et ils infligeront une nouvelle défaite stratégique à l'impérialisme et au néo-colonialisme américain dans ses propres « arrières-cours ».

Alors que nous avons besoin d'un mouvement qui puisse combattre, et qui combattra et résistera à l'escalade de la machine de guerre américaine, notre mouvement est affaibli par le réformisme et les politiques électoralistes. Pour construire une résistance effective, nous devons combattre et discréditer la machine de guerre américaine avec une haute capacité militante sur chaque terrain de lutte. Pour vaincre le système et construire une nouvelle société, de plus en plus d'entre nous doivent prendre les armes comme le fit le camarade Carroll Ishee — à l'intérieur des frontières des Etats-Unis comme dans le monde entier.

**Vive le Nicaragua libre ! Victoire pour le FMLN/FDR !
Indépendance et socialisme pour Puerto Rico !
Construisons le front international de guérilla contre l'impérialisme !
Construisons un mouvement de résistance révolutionnaire !
Liberté pour les prisonniers politiques et pour les prisonniers de guerre !
Mort à l'impérialisme !** □

20 avril 1984,
Red Guerrilla Resistance



Pour écrire aux camarades prisonniers

L'Internationale va publier les textes des camarades prisonniers souhaitant participer au débat politique. Parce qu'ils sont le témoignage que la lutte est possible ici, parce qu'ils peuvent exprimer clairement et publiquement les analyses et les raisons de leur combat, parce qu'ils sont l'expression même de ce combat, les camarades prisonniers sont « les interlocuteurs valables » du combat de classe à l'extérieur. Peut-être peuvent-ils contribuer à faire sortir du silence et de l'attente, ceux qui ont beaucoup à dire et la volonté de lutter mais qui sont encore trop isolés ou trop désespérés pour percevoir les possibilités réelles d'organisation et de lutte existant ici pour ceux qui ont pris conscience de la nécessité de la lutte des classes. Ci-dessous les adresses des camarades ayant émis le souhait de voir leur nom cité dans l'Internationale.

On peut correspondre avec les camarades récemment arrêtés aux adresses suivantes :

- Vincenzo Spano
731 407 - 1^{re} division
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES M.A.
- Helyette Besse
132 50/C D11R
9, avenue des Peupliers
Sainte-Geneviève-des-Bois
91705 FLEURY-MEROGIS
- Régis Schleisher
219 761 D21
42, rue de la Santé
75014 PARIS □
- Nicolas Halfen
130575/E 6315 D2
7, avenue des Peupliers
91705 Fleury-Mérogis

Sommaire

Editorial

Résolution de la direction stratégique N° 19 des Brigades rouges pour la construction du parti communiste combattant

1^{re} et 2^e parties

- le coût du travail et la riposte ouvrière
- la lutte de la classe ouvrière et les perspectives pour l'organisation de classe

Irlande

Le nouveau « rôle » de l'Irlande dans la restructuration du capital vers la guerre, et le redéploiement de l'OTAN en Europe

Les cellules révolutionnaires

Conclusion de leur texte d'analyse du mouvement anti-impérialiste et du mouvement pour la paix, de l'ordre capitaliste mondial et des possibilités de lutte pour les révolutionnaires

Front mondial contre l'impérialisme

Aux Etats-Unis, attaque de l'Israël Aircraft Industry et du Club des Officiers aux Chantiers Navals de Washington
En Allemagne, actions en solidarité avec les militants turcs et kurdes emprisonnés pour l'occupation du consulat de Cologne en 1982 et contre la Société pour la Coopération économique (contre la coopération-exploitation)

Et abonnements, à lire etc.